

La Lutte de Classes

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

FÉVRIER 1930.

SOMMAIRE

- EDITORIAL L'assassinat de Blumkine.
L. TROTSKY Qu'est-ce que la Révolution permanente ?
A. TARQUIN La crise de la dictature militaire en Espagne.
K. LANDAU La situation politique en Allemagne et la crise du P.C.A.
P. SIZOFF Grandeur et décadence de la grève générale en Angleterre.
A. ARIAT Sociologie officielle et sociologie révolutionnaire (I).

La crise de l'anarcho-syndicalisme espagnol (H. LACROIX). — L'exportation de capital français. — Lettre de Grèce. — Lettre au Cercle Marx-Lénine.

Rédaction et administration
45, Boulevard de la Villette
PARIS X^e.

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

45, Boulevard de la Villette, Paris X^e.

PARAIT TOUS LES MOIS

Prix du numéro : 2 fr.

ABONNEMENTS :

France et colonies : 1 an : 20 fr. — 6 mois : 10 fr.

Etranger : 1 an : 30 fr. — 6 mois : 15 fr.

Compte Chèque Postal : Naville 1333-80 — Paris.

Envoyer toute la correspondance au Secrétaire de la
Rédaction, 45, Boulevard de la Villette, Paris X^e.

**CHAQUE COMMUNISTE
DOIT S'ABONNER A**

La Vérité

et à

La Lutte de Classes

Nous publierons dans notre prochain numéro :

*Les particularités essentielles de la stratégie au cours de l'époque
révolutionnaire et le rôle du Parti (du III^e au V^e Congrès de l'I.C.),
par LÉON TROTSKY.*

*La position de Marx sur les syndicats et la « Révolution Proléta-
rienne », par J. GRAEF.*

L'assassinat de Blumkine

Staline a ouvert l'année 1930 par un assassinat qui marquera dans l'évolution de la politique centriste. Le *Bulletin de l'Opposition russe*, la *Vérité* ont retracé par une correspondance de Moscou le meurtre de notre camarade Blumkine, accusé d'avoir entretenu des relations avec Trotsky, et de militer pour l'opposition. Il ne s'agit pas là d'un fait ordinaire. C'est un acte répressif d'une grande portée, et cela explique le silence de la presse communiste officielle qui, malgré nos accusations et nos explications, n'ose ni confirmer ni même soulever le fait. Son silence est d'ailleurs un aveu complet. Blumkine a été assassiné sur l'ordre du Bureau politique du P.C.R. c'est à dire pratiquement sur l'ordre de Staline. Sa mort n'est pas « accidentelle », elle n'est pas le fait d'un fonctionnaire subalterne, ou d'une « erreur » de l'appareil. Non, c'est un acte largement prémédité, décidé par les dirigeants effectifs de la Russie Soviétique en connaissance de cause. Il a donc un plein sens politique que nous devons dégager, exposer à la lumière crue, sous les yeux du prolétariat international.

Deux séries de causes ont amené la mort de Blumkine, l'une qui montre l'évolution des « capitulards », c'est-à-dire des oppositionnels ralliés à la politique de Staline, l'autre qui révèle la lutte que Staline continue à mener contre l'aile communiste du prolétariat, contre les bolcheviks qui restent attachés à la cause de la révolution d'Octobre, et qui en même temps nous fait toucher de la main la résistance absolument juste, ferme, conséquente qu'y opposent nos camarades, ceux pour qui la lutte oppositionnelle n'est pas une manœuvre politique transitoire, mais au contraire une bataille fondamentale de tous les instants aux côtés du prolétariat russe, c'est à dire de la révolution d'Octobre et de la révolution mondiale. Pour ce qui est des « capitulards », les Safarov, les Radek et bien d'autres, la rédaction du *Bulletin de l'Opposition russe* (bolcheviks-léninistes) a précisé leur évolution. Radek a joué un rôle direct dans la mort de Blumkine. Tous les renseignements parvenus jusqu'à ce jour de Moscou confirment ce fait. C'est à lui que Blumkine s'est confié. C'est lui qui a placé Blumkine sous le canon du revolver de la Guépéou. Le *Bulletin* tire la leçon de cet épisode : « Au

Qu'est-ce que la Révolution permanente ?

Nous publions ci-dessous deux fragments d'un livre historique et critique de Trotsky sur la question de la révolution permanente. L'ensemble du livre paraîtra ultérieurement. Nous en avons détaché deux parties qui le résument et l'exposent parfaitement.

La première est l'Introduction historique par laquelle le camarade Trotsky l'a récemment complété. Le problème y est posé et traité dans son ensemble.

La deuxième comprend les Thèses qui résument le livre. Ces thèses fondamentales prennent dans le développement de l'Internationale Communiste une importance exceptionnelle. Nous invitons tous les communistes, à les lire et à les débattre sans retard.

I.

Le présent ouvrage traite une question qui se trouve intimement liée à l'histoire des trois révolutions russes et qui ne s'arrête pas là. Cette question joua un grand rôle dans les luttes intestines du Parti communiste et fut finalement portée dans l'Internationale Communiste; c'est elle qui eût une influence décisive sur le développement de la révolution chinoise; et c'est elle encore qui définit toute une série de résolutions de la plus grande importance prises par rapport à la lutte révolutionnaire des peuples d'Orient. Il s'agit de la théorie, dite théorie de la « révolution permanente » qui, d'après l'enseignement des épigones du léninisme (Zinoviev, Staline, Boukharine, et autres) constitue le péché originel du « trotskysme ».

Cette question de la révolution permanente fut après un grand intervalle — et à première vue tout à fait inopinément — de nouveau remise sur le tapis en 1924. Elle ne surgit pas pour des raisons politiques; en fait, il s'agissait ici de dissensions de longue date, qui se perdaient dans le passé. Mais il y avait à cela de graves raisons psychologiques. Le groupe dit « des vieux bolchéviks » ouvrit une campagne contre moi et ce fut ce nom même qu'ils m'opposèrent tout d'abord. Cependant, l'année 1917 dressait un grand obstacle sur leur chemin. Aussi considérable que pour

vait être le rôle tenu dans l'histoire par la lutte d'idées et la préparation révolutionnaire préalable, toujours est-il, — et ceci reste vrai non seulement par rapport au parti en général, mais aussi à l'égard des différentes personnes prises individuellement — que cette préparation fut soumise à une revision péremptoire et sans appel possible, par la Révolution d'Octobre. *Pas un de ces épi-gones n'a su réussir à cet examen.* Au moment de la Révolution de Février 1917, tous, sans exception, occupèrent la position vulgaire de la gauche-démocrate. Le mot d'ordre : « lutte du prolétariat pour le pouvoir » ne fut arboré par aucun d'eux. L'orientation vers la révolution socialiste était considérée par eux tous comme une utopie absurde, ou, pis encore, comme « trotskyste ». C'est dans cet esprit qu'ils conduisaient le parti jusqu'au jour où Lénine arriva de l'étranger, et jusqu'à ce que, le 4 avril, parurent ses fameuses thèses. Kamenev, alors, entreprit une lutte directe contre Lénine et essaya même (cette fois ouvertement) de former une aile démocrate dans le bolchévisme. Dans la suite, il fut rejoint dans sa tentative par Zinoviev, arrivé en même temps que Lénine. Staline, très compromis à l'époque par son attitude de social-patriote, se tint d'abord à l'écart pour laisser au parti le temps d'oublier ses piteux articles et discours pendant les semaines décisives du mois de Mars; puis, peu à peu, il commença à partager la manière de voir de Lénine. Et c'est de la sorte que la question vint se poser tout naturellement.

Mais que donna donc le léninisme à chacun de ces dirigeants « vieux bolchéviks », si aucun d'eux ne s'est montré capable d'appliquer personnellement l'expérience théorique et pratique acquise par le parti, et cela au moment historique le plus important et le plus décisif ? Coûte que coûte, il fallait donc faire dévier cette question, en lui en substituant une autre. Dans ce but, on résolut de faire un point de mire de la théorie de la révolution permanente. Mes adversaires ne prévoyaient alors sûrement pas que le fait de se forger un axe de lutte artificiel les ferait tourner, sans qu'ils s'en rendent compte, autour de ce même axe, et, en retour, allait les doter d'une conception du monde toute différente de l'idée qu'ils en avaient jusque là.

Dans ses grands traits, la théorie de la révolution permanente fut formulée par moi déjà avant les événements décisifs de 1905. La Russie s'acheminait alors vers la révolution bourgeoise. A cette époque, personne dans les rangs de la social-démocratie d'alors (dans ces temps-là, nous logions tous sous la même enseigne social-démocrate) personne n'avait aucun doute que nous allions au-devant d'une révolution expressément bourgeoise qui devait naître du conflit résultant du développement des forces productives de la société capitaliste d'une part, et des tendances surannées, moyenageuses,

relevant encore du servage, pénétrées de l'esprit de caste et d'étatisme, d'autre part. Dans ces temps-là, il m'a fallu, dans ma lutte contre les populistes et les anarchistes, consacrer un bon nombre d'articles et de discours à l'explication de la théorie marxiste quant au caractère bourgeois de la révolution à venir.

Mais le caractère bourgeois de cette révolution future ne laissait nullement préjuger d'avance, par quelles classes seraient exécutées les tâches imposées par la révolution démocratique et quels seraient les rapports de ces classes respectivement l'une envers l'autre. Et pourtant, c'était là le point de départ de tous les problèmes stratégiques fondamentaux.

Plékhanov, Axelrod, Zassoulitch, Martov, et tous les menchéviks russes à leur suite, partageaient du point de vue que le rôle dirigeant dans cette révolution bourgeoise ne pouvait revenir qu'à la bourgeoisie libérale en sa qualité toute naturelle de prétendant au pouvoir. D'après ce schéma, le parti prolétarien devrait représenter alors le flanc gauche du front démocratique tandis que la social-démocratie devrait servir de soutien à la bourgeoisie libérale contre la réaction, en même temps que de défense des intérêts du prolétariat contre la bourgeoisie libérale. Autrement dit, les menchéviks entendaient la révolution bourgeoise surtout comme une réforme libérale-constitutionnelle.

Lénine posait la question tout autrement. Pour lui, la libération des forces productives de la société bourgeoise des entraves des oppresseurs esclavagistes signifiait, avant tout, la solution radicale de la question agraire, dans le sens de la liquidation définitive de la classe des propriétaires de grands domaines et du complet bouleversement révolutionnaire en ce qui concerne la propriété foncière. Cela était indissolublement lié à l'abolition de la monarchie. La question agraire embrassant les intérêts vitaux de la majorité écrasante de la population et restant en même temps à la base du problème du marché capitaliste, fut mise en avant par Lénine avec une audace toute révolutionnaire. Devant le fait que la bourgeoisie libérale demeurait en état d'opposition hostile aux ouvriers, tout en restant attachée par de nombreux liens à la grande propriété foncière, il n'y avait pas d'autre moyen que la coopération révolutionnaire des ouvriers et des paysans pour accomplir la vraie libération de ces derniers du joug de leur servage. En cas de victoire, ce double soulèvement devait, selon Lénine, amener l'inauguration du régime de la « dictature démocratique du prolétariat et des paysans. »

Cette dernière formule est encore répétée dans l'Internationale Communiste jusqu'à présent, servie en guise de quelque dogme historique, sans la moindre tentative d'analyse de la remarquable ex-

périence historique qui eut lieu dans le dernier quart du siècle passé et fut pratiquée sur le vif; c'est comme si personne d'entre nous n'avait jamais pris une part active ni comme témoins, ni comme participants dans les événements de la Révolution de l'an 1905, ni dans celle de février 1917, ni enfin, dans le soulèvement du mois d'Octobre. Cependant, cette sorte d'analyse s'imposerait d'autant plus que jusqu'ici le régime de la dictature démocratique du prolétariat et des paysans n'avait jamais encore figuré dans l'histoire. En 1905, chez Lénine, il s'agissait en somme d'une simple hypothèse stratégique qui demandait encore sa vérification par la marche réelle de la lutte de classe. La formule même de la dictature démocratique du prolétariat et des paysans était fortement empreinte d'un caractère intentionnellement algébrique. Il n'appartenait pas à Lénine de définir à l'avance quels seraient les rapports politiques entre les deux participants de la dictature démocratique éventuelle, c'est à dire, entre le prolétariat et les paysans. Il n'excluait pas la possibilité pour les paysans de figurer dans la révolution comme un parti indépendant, et même comme parti indépendant sur les deux fronts, c'est-à-dire, non seulement par rapport à la bourgeoisie, mais aussi à l'égard du prolétariat; outre cela, ils les jugeait capables d'accomplir la révolution démocratique en alliance avec le parti prolétarien et en lutte contre la bourgeoisie libérale. Lénine admettait même, comme nous le verrons dans la suite, que le parti révolutionnaire des paysans pourrait éventuellement constituer la majorité dans le nouveau gouvernement de la dictature démocratique à venir.

En ce qui concerne le rôle décisif de la révolution agraire dans le sort futur de notre bourgeoisie, je fus, — tout au moins, depuis l'automne 1902, (c'est à dire du temps de ma première fuite à l'étranger) — le disciple de Lénine. Contrairement aux racontars ineptes de ces dernières années, cela ne faisait pas pour moi l'ombre d'un doute, que la révolution agraire, donc, la révolution démocratique en général, ne pouvait s'accomplir autrement que par les efforts unifiés des ouvriers et des paysans en lutte contre la bourgeoisie libérale. Néanmoins, je faisais des objections à la formule de la « dictature démocratique du prolétariat et des paysans », car j'estimais qu'elle avait un défaut, celui de laisser la question ouverte à savoir à laquelle des deux classes appartiendrait la dictature réelle. Je tâchais de démontrer que malgré leur énorme poids social et révolutionnaire, les paysans étaient incapables de créer un parti réellement indépendant, et moins encore de concentrer le pouvoir révolutionnaire dans les mains d'un tel parti. Comme dans les révolutions anciennes, en commençant par celle de la Réforme allemande du XVI^e siècle, ou même en remontant plus avant, les pay-

sans pendant leurs soulèvements, soutenaient toujours une des fractions de la bourgeoisie urbaine, ce qui fréquemment lui assurait la victoire, — ainsi, dans notre révolution bourgeoise retardée, les paysans ne pourraient pas, au moment le plus fort de la lutte, donner leur soutien au prolétariat de façon à l'aider à s'emparer du pouvoir. Notre révolution bourgeoise pourrait arriver à la solution radicale des problèmes qu'elle avait devant elle, uniquement dans le cas où le prolétariat, appuyé sur plusieurs millions de paysans, réussirait à concentrer dans ses mains la dictature révolutionnaire, — telle était ma conclusion.

Quel sera le fond social de cette dictature? Avant toute autre chose, elle devra accomplir jusqu'au bout la révolution agraire et procéder à la reconstruction démocratique de l'Etat. Autrement dit, la dictature du prolétariat deviendra l'instrument approprié à la solution des problèmes de cette révolution bourgeoise et tardive au point de vue historique. Mais l'affaire n'en restera pas là. Une fois au pouvoir, le prolétariat se verra forcé d'exécuter de plus en plus souvent des raids dans le domaine de la propriété privée en général, c'est à dire de s'acheminer vers l'action socialiste.

Mais, — telle fut la réplique que m'adressaient des dizaines de fois les Staline, les Rykov et autres Molotov, en 1905-1917, — croyez-vous donc que la Russie soit déjà mûre pour la révolution socialiste? A quoi je répondais invariablement : Non, je ne le crois pas. Mais l'économie mondiale, prise en général, et en tout premier lieu, l'économie européenne, elle, est tout à fait mûre pour la révolution socialiste. La dictature du prolétariat en Russie, aboutira-t-elle au socialisme, ou non, — son allure, ses étapes — tout dépendra des destinées ultérieures du capitalisme européen et mondial.

Voilà les principaux traits de la théorie de la révolution permanente, telle qu'elle s'était formée dès les premiers mois de l'année 1905. Depuis cette date, trois révolutions ont passé. Le prolétariat russe a été poussé au pouvoir par la vague formidable de l'insurrection paysanne. La dictature du prolétariat devint un fait accompli en Russie avant tous les autres pays du monde, incomparablement plus développés qu'elle. En 1924, c'est-à-dire sept ans après que l'anticipation historique de la théorie de la révolution permanente eut reçu sa confirmation éclatante, les épigones ont déchaîné une attaque frénétique contre cette théorie, en mettant en avant des phrases séparées et des répliques de polémique, arrachées à mes anciens ouvrages, que moi-même j'avais eu le temps d'oublier complètement.

Ici, il convient de rappeler que la première révolution russe éclata un peu plus d'un demi-siècle après une succession de révolu-

tions bourgeoises en Europe et 35 ans après l'insurrection épisodique de la Commune de Paris. L'Europe perdit l'habitude des révolutions. La Russie, en général, n'en a jamais connu. Tous les problèmes de la révolution se posaient de nouveau. Il n'est donc pas difficile de comprendre tout ce qu'il y avait de données inconnues ou problématiques cachées dans la révolution future. Les formules de tous les groupements se ramenaient en somme à des hypothèses. Il faut vraiment être affligé d'une incapacité flagrante en ce qui concerne l'anticipation historique et la compréhension de ses méthodes, pour vouloir examiner maintenant, en les postdatant, les analyses et les estimations de l'année 1905, comme si elles étaient d'hier. Je me disais souvent à moi-même et je le répétais à mes amis: il est indubitable que mes prévisions de 1905 doivent contenir de grandes lacunes qu'il ne serait pas difficile de découvrir maintenant, après coup. Mais... serait-ce donc que mes critiques étaient doués d'une vue meilleure et portant plus loin que la mienne ?... Depuis bien longtemps, je n'avais pas eu l'occasion de relire mes anciens écrits, et cela faisait que j'acceptais d'avance de regarder leurs lacunes comme étant beaucoup plus considérables et graves qu'elles ne l'étaient en réalité. J'ai pu en avoir le cœur net en 1928, lorsque, déporté à Alma-Ata, grâce à un temps de repos politique forcé, j'ai eu le loisir de relire, crayon en main, mes anciens ouvrages sur la révolution permanente, et de me convaincre du contraire. Il m'est permis d'espérer que la lecture de ce qui suit va aussi contribuer à donner cette même conviction à mon lecteur.

Il est tout de même nécessaire, tout en restant dans les cadres de cette introduction, de donner autant que possible, la caractéristique exacte des éléments composant la théorie de la révolution permanente, et des principales objections soulevées contre elle. La discussion s'est maintenant tellement élargie et approfondie, qu'elle commence à empiéter sur des questions de la plus haute importance pour le mouvement révolutionnaire.

La révolution permanente, prise dans le sens de Marx, signifie une révolution ne transigeant avec aucune des formes de domination de classe, ne s'attardant pas à l'étape démocratique et passant directement à l'action socialiste et à la guerre contre la réaction du dehors, une révolution dont chaque étape consécutive est déjà en germe dans l'étape précédente, une révolution, qui ne doit finir qu'avec la liquidation totale de la vieille domination de classe.

Pour arriver à dissiper le chaos créé autour de la théorie de la révolution permanente, il me semble nécessaire de dégager les trois catégories d'idées qui se confondent dans cette théorie.

Tout d'abord, elle embrasse le problème de la transition de

la révolution démocratique à la révolution socialiste. Tel est au fond l'origine historique de cette théorie.

Le principe de la révolution permanente fut mis en avant par les grands communistes du XIX^e siècle, Marx et ses adeptes, dans le but de constituer un contrepoids à l'idéologie démocratique, — cette dernière, on le sait, prétendant que le fait seul de la création d'un Etat démocratique « sensé » suffirait à rendre toutes les questions solubles par les voies de la conciliation, du réformisme et de l'évolution. La révolution bourgeoise de 1848 était considérée par Marx comme devant être seulement un prologue immédiat à la révolution prolétarienne. Marx avait fait là « une erreur ». Toutefois, cette erreur portait seulement sur le fait et non sur la méthodologie de la théorie. La Révolution du 1848 ne s'était pas transformée en révolution socialiste. Mais c'était aussi pour cela qu'elle ne s'était pas terminée en révolution démocratique. Quant à la révolution allemande du 1918, sa fin ne fut nullement un couronnement démocratique de la révolution bourgeoise : au fait, ce fut là une révolution prolétarienne social-démocratique décapitée. Pour donner une définition plus précise, il s'agissait là de la *contre-révolution* bourgeoise, qui, après sa victoire sur le prolétariat, s'est vue obligée d'assumer les apparences faussement démocratiques.

Le « marxisme » vulgaire avait élaboré un schéma du développement historique; d'après ce schéma, tôt ou tard, chaque société bourgeoise pouvait être sûre d'arriver à un moment donné au régime démocratique, et c'est alors que le prolétariat, sous l'influence de cette ambiance démocratique, commencera peu à peu à s'organiser et à parfaire son éducation préparatrice au socialisme. Toutefois, la question de la transition au socialisme n'était pas envisagée par tout le monde de la même manière : les réformistes avérés se la représentaient sous l'aspect de la démocratie qui, en substance, devenait socialiste (Jaurès); les révolutionnaires formels reconnaissaient la violence révolutionnaire comme inévitable au moment de cette transition (Guesde). Les uns et les autres considéraient, néanmoins, la démocratie et le socialisme, — et cela par rapport à tous les pays et tous les peuples, en général, — comme deux étapes différentes et bien éloignées l'une de l'autre dans le développement de la société. Aussi bien, en 1905, chez les marxistes russes, qu'on pourrait avec raison considérer comme formant alors l'aile gauche de la Deuxième Internationale, cette idée était prédominante. Plékhanov, lui-même, ce père glorifié du marxisme russe, ne considérerait-il pas l'idée de la dictature du prolétariat dans la Russie contemporaine comme une idée née du délire!... Mais il n'y avait pas que les menchéviks, — la majorité écrasante des bolchéviks dirigeants, et notamment tous les leaders actuels du parti, sans exception, parta-

geaient alors ce point de vue; ces derniers, à cette époque, étaient des démocrates révolutionnaires résolus, pour qui, cependant (et cela, non seulement en 1905, mais à la veille même des événements de 1917), les problèmes de la révolution socialiste restaient confus, pareils aux sons d'une musique d'un lointain avenir.

La théorie de la révolution permanente, retrempée en 1905, déclarait la guerre à cet ordre d'idées et à de pareilles dispositions d'esprit. Elle entreprit de démontrer qu'à l'époque actuelle, les problèmes démocratiques des nations bourgeoises les poussent vers la dictature du prolétariat, et que la dictature du prolétariat mettra à l'ordre du jour les problèmes socialistes. Le principe dominant de toute la théorie est là. Ainsi donc, pendant que la tradition affirmait que le chemin vers la dictature du prolétariat devait tout d'abord traverser une longue période de démocratie, la théorie de la révolution permanente établissait le principe, que pour tous les pays retardataires, le chemin vers la démocratie devait passer par la dictature du prolétariat. De telle sorte, que pendant plusieurs dizaines d'années à venir, la démocratie ne saurait représenter un régime en soi, mais servirait de prélude immédiat à la révolution socialiste. Ces deux révolutions sont unies par des liens indissolubles. Entre la révolution démocratique et la reconstruction socialiste de la société, il s'établit ainsi une permanence du développement révolutionnaire.

Le second aspect de la théorie « permanente », c'est celui qui fait ressortir les traits caractéristiques de la révolution socialiste elle-même, comme telle. Pendant une durée de temps impossible à définir, au cours d'une interminable lutte intérieure, s'opère un remaniement de tous les rapports sociaux. La société mue sans discontinuer. Chaque étape de transformation est la conséquence immédiate de l'étape précédente. Toute cette action garde nécessairement un caractère politique, car son développement se produit par le choc de différents groupements de la société en reconstruction. Les explosions des guerres civiles et étrangères alternent avec des périodes de réformes « pacifiques ». Des révolutions dans le domaine de l'économie générale, de la technique, des connaissances scientifiques, de la famille, dans le train de vie quotidien et les mœurs, — se développent sous une influence combinée et réciproque, sans permettre à la société de trouver son équilibre. C'est là le caractère permanent de la révolution socialiste, considérée en elle-même.

Le caractère international de la révolution socialiste nous présente le troisième aspect de la théorie de la révolution permanente; il provient de l'état actuel de l'économie mondiale et de la structure sociale de l'humanité. L'internationalisme n'est point un principe abstrait mais il représente, au point de vue théorique et politique,

l'image réflétée par le caractère mondial de l'économie générale, du développement des forces productrices mondiales, et de l'élan mondial de la lutte de classe. La révolution socialiste débute sur un terrain national. Mais elle ne peut pas en rester là. La révolution prolétarienne ne peut être maintenue dans les cadres nationaux qu'à titre provisoire, même si son régime dure assez longtemps, comme nous le démontre actuellement l'expérience de l'Union Soviétique. Toutefois, dans le cas d'une dictature prolétarienne isolée, — parallèlement à ses succès, croissent inévitablement les contradictions se produisant à l'intérieur comme au dehors de sa zone. Si cet isolement venait à se prolonger, l'Etat prolétarien devrait finalement succomber, victime de ces contradictions qui l'assaillent. Son salut est uniquement dans la victoire du prolétariat des pays avancés. De ce point de vue, la révolution nationale ne représente pas un but en soi: elle n'est qu'un anneau dans la chaîne internationale. Quant à la révolution internationale, malgré ses baisses et ses reflux passagers, elle représente une action permanente.

Les épigones ont déclenché leur attaque contre les trois aspects de la théorie de la révolution permanente (quoique la campagne ne fut pas cependant menée toujours avec la même netteté). Il ne pouvait en être autrement, car ici il s'agit de trois parties indissolublement liées et formant un seul tout. Par un procédé purement mécanique, les épigones détachent la question de la dictature *démocratique* de celle de la dictature *socialiste*. De même, ils détachent la révolution *nationale* socialiste de la révolution *internationale*. Ils envisagent le tout de façon à se représenter la conquête du pouvoir dans les cadres nationaux, non pas comme un acte de début, mais comme un acte final de la Révolution: ensuite, vient l'ère de réformes qui doit aboutir à la société nationale-socialiste.

En 1905, ils ne pouvaient admettre jusqu'à l'idée de la conquête du pouvoir par le prolétariat, réalisable en Russie avant l'Europe Occidentale. En 1917, ils prêchaient la révolution démocratique, en soi et pour soi, en Russie, et repoussaient l'idée de la dictature du prolétariat. En 1925-27, en Chine, ils mirent le cap vers la révolution nationale et en confièrent la direction à la bourgeoisie nationale de ce pays. Le mot d'ordre lancé par eux en Chine fut celui de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, en opposition au mot d'ordre de la dictature du prolétariat. Ils proclamèrent comme tout à fait possible la construction dans l'Union Soviétique d'une société socialiste isolée, se suffisant à elle-même et pour elle-même. La révolution internationale cessa d'être pour eux une condition indispensable de la victoire et ne devint à leurs yeux — qu'une circonstance favorable... Les épigones aboutirent à cette rupture avec le marxisme après être restés en lutte permanente contre la théorie de la révolution permanente.

La lutte débuta par le rappel artificiel à la vie des réminiscences historiques, et par la falsification des faits d'un passé lointain, ce qui amena chez les dirigeants actuels de la révolution, une transformation complète dans leur conception du monde. Nous avons expliqué plusieurs fois déjà, que cette sorte de revision des valeurs s'opérait sous la pression des nécessités sociales de la bureaucratie soviétique, qui devenait de plus en plus conservatrice dans ses aspirations vers le régime national, et réclamait la consécration définitive de la révolution accomplie (qui assurait à la bureaucratie une situation privilégiée), comme suffisant à l'édification pacifique du socialisme. Nous ne reviendrons donc plus sur cette thèse ici, mais nous nous bornerons à faire remarquer que la bureaucratie est parfaitement consciente de la liaison qui existe entre les positions matérielles et idéologiques qu'elle occupe et la théorie du socialisme national. C'est précisément maintenant que cela ressort d'une façon particulièrement nette, malgré, ou peut-être grâce à ce que l'appareil de Staline (sous la poussée des contradictions que ce dernier n'a pas su prévoir) s'engage momentanément de plus en plus vers la gauche, tout en distribuant des coups sensibles à ses inspirateurs d'hier, appartenant à la droite. Comme on le sait, l'inimitié des bureaucrates à l'égard de l'opposition marxiste, malgré les mots d'ordre et les arguments qu'ils ont empruntés à cette dernière, ne faiblit point. Des oppositionnels qui soulèvent la question de leur réadmission dans le parti (pour donner leur appui à l'orientation vers l'industrialisation, etc...) on exige avant tout la condamnation de la théorie de la révolution permanente, et la reconnaissance, même indirecte, de la théorie du socialisme dans un pays isolé. Cela démasque le caractère de manœuvre purement *tactique* de cette volte-face à gauche de la part de la bureaucratie de Staline, qui laisse intactes les bases *stratégiques* du national-réformisme. Il est inutile d'entrer dans des explications à ce sujet: dans les affaires politiques, comme dans les affaires de guerre, la stratégie commande la tactique.

Il y a longtemps que la question qui nous occupe a dépassé la sphère propre de la lutte contre le « trotskysme ». Dans son extension progressive, elle embrasse maintenant tous les problèmes intéressant le point de vue révolutionnaire. Révolution permanente, ou socialisme dans un pays isolé? — cette alternative est maintenant au fond de toutes les questions intérieures de l'Union Soviétique, de toutes les révolutions d'Orient en perspective, et décide du sort même de l'Internationale Communiste entière.

La brochure que voici, ne traite pas la question sous tous ses aspects: il serait vraiment inutile de ressasser ce qui avait déjà été dit dans mes ouvrages précédents. Dans ma « *Critique du Pro-*

gramme de l'Internationale Communiste », je tâchais de démontrer du point de vue théorique la faillite de l'économie et de la politique du national-socialisme. Mais on dirait que les théoriciens de l'I.C. avaient les lèvres cousues. C'était là peut-être l'unique possibilité qui leur restait. Dans le présent ouvrage, je vais tout d'abord rétablir la théorie de la révolution permanente telle qu'elle avait été formulée en 1905 en relation avec les problèmes intérieurs de la révolution russe. Je vais aussi faire ressortir, en quoi ma manière de poser la question se distinguait de celle de Lénine, et en quoi, et pourquoi, dans tous les moments décisifs, elle se trouvait être en pleine harmonie avec celle de Lénine. Je tâcherai, enfin, de mettre en évidence l'importance décisive de la question qui nous occupe, pour le prolétariat des nations arriérées et, par conséquent, pour toute l'Internationale Communiste, en général.

*
**

Quelle sorte d'accusations, les épigones ont-ils mis en avant contre la théorie de la révolution permanente? Si on rejette de côté les contradictions sans fin de mes critiques, toute leur littérature, véritablement immense, pourra être réduite aux quelques thèses suivantes.

1. Trotsky voulait ignorer la différence entre la révolution bourgeoise et la révolution socialiste; déjà, dès 1905, il adoptait le point de vue suivant lequel le prolétariat Russe avait devant lui la tâche d'accomplir une révolution intrinsèquement socialiste.

2. Trotsky négligeait absolument la question agraire. Les paysans, pour lui, n'existaient pas. Il représentait la révolution comme un combat singulier du prolétariat contre le tzarisme.

3. Trotsky ne croyait pas que la bourgeoisie mondiale tolérerait l'existence tant soit peu prolongée de la dictature du prolétariat russe et considérerait sa perte comme inévitable, au cas, où le prolétariat des pays d'Occident ne réussirait pas à s'emparer du pouvoir, et cela au plus bref délai, pour venir à notre secours. Par là-même, Trotsky sous-estimait la pression exercée par le prolétariat sur sa bourgeoisie respective.

4. Trotsky, en général, n'a pas confiance dans les forces du prolétariat russe et dans ses aptitudes à édifier le socialisme par ses propres efforts; c'est pourquoi, il mettait et il continue encore à mettre tous ses espoirs dans la révolution internationale.

Ces griefs transparaissent non seulement à travers les écrits et les discours innombrables de Zinoviev, Staline, Boukharine, et autres, mais nous les retrouvons aussi dans les résolutions les plus impératives du Parti communiste russe et de l'Internationale Com-

muniste. Néanmoins, on est bien forcé de le dire, — tout cela n'est que de l'ignorance et de la mauvaise foi combinées.

Les deux premières affirmations de mes critiques, comme je vais le démontrer par la suite, sont fausses et pèchent par la base. Non, je parlais justement du caractère bourgeois-démocratique de la révolution, et j'arrivais à la conclusion, que grâce à la profondeur de la crise agraire, elle pourrait faire monter au pouvoir le prolétariat de la Russie retardée. Mais oui, c'est précisément cette idée-là que je défendais à la veille de la révolution de 1905. C'est précisément cette idée-là que renfermait le nom même de la révolution « permanente », c'est-à-dire *ininterrompue*, autrement dit passant directement de la phase bourgeoise à la phase socialiste. Plus tard, Lénine, pour arriver à exprimer la même idée, se servait de l'excellente expression de la *transcroissance* de la révolution bourgeoise en révolution socialiste. Staline avait opposé à cette idée de la transcroissance, en la postdatant (en 1924), l'idée de la révolution permanente considérée comme un premier bond du règne autocratique vers le règne socialiste. Le malencontreux « théoricien » ne s'est même pas donné la peine de bien réfléchir sur ce que devait signifier dans ce cas la *permanence* de la révolution, c'est à dire la continuité de son développement une fois qu'il ne s'agissait plus que d'un simple bond?

En ce qui concerne la troisième accusation, elle fut dictée par l'espoir de courte durée que les épigones fondaient sur la *neutralisation* éventuelle, illimitée, de la bourgeoisie impérialiste, sous la pression du prolétariat « savamment » organisée. En 1924-27, ce fut là l'idée centrale de Staline. Elle a donné son fruit dans la formation du Comité anglo-russe. La déception qu'ils ressentirent pour n'avoir pas pu tenir la bourgeoisie à leur merci, pieds et poings liés, — à l'aide d'alliés comme Purcell, Raditch, Lafollette et Tchang-Kaï-Chek, les poussa à un paroxysme de peur aigu devant le fantôme d'une guerre imminente. L'Internationale Communiste jusqu'à ce jour, reste confinée dans cette zone de peur.

La quatrième objection élevée contre la théorie de la révolution permanente se réduit tout simplement à ce qu'en 1905, je n'étais point partisan de la théorie du socialisme en un pays isolé, théorie que Staline avait fabriquée pour la bureaucratie soviétique seulement en 1924. Cette accusation tourne vraiment à une farce historique du plus pur acabit. On pourrait être porté à croire que mes contradicteurs — pour autant qu'ils se livraient vraiment à des réflexions politiques en 1905, — croyaient vraiment que la Russie était préparée à une révolution socialiste indépendante. En réalité, au court des années 1905-1917, ils ne cessaient de m'accuser d'utopisme, et cela parce que j'admettais l'idée du prolétariat de

Russie arrivant au pouvoir avant le prolétariat de l'Europe Occidentale. En avril 1917, cette même accusation d'utopisme fut lancée contre Lénine par Kamenev et Rykov qui tâchaient de lui démontrer de la manière la plus foncièrement populaire, que la révolution socialiste devait tout d'abord s'accomplir en Angleterre et autres pays avancés, pour gagner enfin la Russie dont le tour ne viendrait qu'après. Jusqu'au 4 avril 1917, Staline, lui aussi, partageait leur manière de voir. Ce n'est que petit-à-petit, à grande peine, qu'il s'assimila la formule de Lénine sur la dictature du prolétariat, comme contrepoids à la dictature démocratique. Encore au printemps de 1924, Staline ne faisait pas chorus avec les autres dans leurs affirmations que la Russie, prise isolément, telle que, n'était pas encore mûre pour l'édification d'une société socialiste. En automne 1924, au courant de sa lutte contre la théorie de la révolution permanente, Staline, pour la première fois découvrit que l'on pouvait édifier un socialisme isolé, en Russie. Ensuite, des professeurs rouges travaillèrent à préparer à Staline un choix de citations utiles, pour arriver à confondre Trotsky, qui, en 1905, — horreur ! — s'était formé l'opinion que la Russie ne pouvait arriver au socialisme sans l'aide du prolétariat d'Occident.

Si maintenant on prenait l'histoire de la lutte d'idées pour une période d'un quart de siècle, si ensuite on la coupait aux ciseaux en mélangeant les morceaux et en les pilant au mortier, et si après avoir fait tout cela, on confiait à un aveugle le soin de recoller les morceaux à nouveau, — eh bien, on peut se demander, si comme résultat de toutes ces opérations compliquées on aurait devant soi un galimatias théorique et historique plus monstrueux que celui que les épigones servent à leurs lecteurs et à leurs auditeurs.

**

Afin de faire ressortir plus nettement la connexion des problèmes d'hier avec ceux d'aujourd'hui, il faudrait donner ici, ne serait-ce qu'un aperçu sommaire, de tout ce qui a été fait en Chine sous la direction de l'I. C., c'est à dire de Staline et de Boukharine.

Sous prétexte que la Chine était à la veille d'une révolution national-bourgeoise, dès 1924, on réserva à la bourgeoisie le rôle directeur. Le parti de la bourgeoisie nationale, — le Kuomintang — fut donc officiellement reconnu comme parti dirigeant. Même les mencheviks russes, en 1905, ne s'aventurèrent jamais à pousser les choses si loin au sujet du parti des cadets (parti de la bourgeoisie libérale).

Toutefois, les directives de l'I. C. ne se sont pas arrêtées là. Le parti communiste chinois fut obligé de faire partie du Kuomin-

tang et de se plier à sa discipline. Des dépêches spéciales de Staline recommandaient aux communistes chinois de tenir le mouvement agraire en suspens. Il fut défendu aux insurgés, ouvriers et paysans, de créer des Soviets, pour ne pas repousser Tchang-Kaï-Chek, ce même Tchang-Kaï-Chek, que Staline défendait à Moscou contre les oppositionnels, comme un « allié fidèle », peu de jours avant le coup d'Etat à Changhaï.

La subordination officielle du parti communiste à la direction bourgeoisie, ainsi que l'interdiction officielle de former des Soviets (Staline et Boukharine enseignaient que le Kuomintang allait « remplacer » les Soviets) — constituent une trahison du marxisme beaucoup plus grossière et criante que tous les agissements des menchéviks en 1905-1917.

Après le coup d'Etat de Tchang-Kaï-Chek, en avril 1927, provisoirement, une aile gauche s'était détachée du Kuomintang, sous la conduite de Wang-Tin-Wei. Ce dernier fut immédiatement célébré par la *Pravda* comme allié sûr. Au fond des choses Wang-Tin-Wei considérait Tchang-Kaï-Chek à peu près comme Kerensky considérait Milioukov, avec cette différence qu'en Chine, Milioukov et Kornilov se trouvèrent combinés dans une seule personne, celle de Tchang-Kaï-Chek.

Après avril 1927, le parti communiste chinois reçut l'ordre d'entrer dans le Kuomintang de « gauche » et de se soumettre à la discipline du Kerensky chinois, au lieu de préparer contre ce dernier une guerre ouverte. L'ami « sûr », Wang-Tin-Wei, opéra alors un saccage dans le parti communiste et, du même coup, dans le mouvement ouvrier et paysan, qui ne le céda en rien aux exploits de bandit pratiqués par Tchang-Kaï-Chek, proclamé allié fidèle par Staline.

Bien qu'en 1905, et plus tard, les menchéviks aient accordé leur soutien à Milioukov, néanmoins, ils n'entraient pas dans le parti libéral; bien qu'en 1917 les menchéviks aient marché la main dans la main avec Kerensky, néanmoins, ils avaient toujours conservé leur organisation propre. La politique de Staline en Chine n'est donc qu'une mauvaise caricature même à côté du menchevisme. Telle fut la première et la plus importante période.

Lorsqu'ensuite vinrent à se manifester ses conséquences inévitables: le dépérissement du mouvement ouvrier et paysan, la démoralisation et la désagrégation du parti communiste, les dirigeants de l'I. C. firent retentir le commandement: « tournant à gauche », et ils exigèrent l'insurrection immédiate des ouvriers et des paysans. C'est ainsi que le jeune parti communiste à demi-écrasé et estropié, qui hier encore n'était en quelque sorte qu'une cinquième roue au camion de Tchang-Kaï-Chek et de Wang-Tin-Wei, (donc, sans aucune

sorte d'expérience politique propre), reçut tout à coup l'ordre de déclancher le mouvement des ouvriers et paysans, que sur l'ordre de l'I.C. on retenait hier encore sous la bannière du Kuomintang qui, lui, avait réussi à concentrer dans ses mains le pouvoir et l'Armée. En l'espace de 24 heures, une sorte de soviet fut improvisé, à Canton. Ce soulèvement armé fut préparé de façon à coïncider avec l'ouverture du XV^e Congrès du Parti communiste russe: ce fut un témoignage simultané de l'héroïsme des ouvriers chinois avancés et de l'incurie criminelle des dirigeants de l'I. C. L'insurrection de Canton fut précédée et suivie de plusieurs autres aventures d'importance moindre. Tel fut le second chapitre de la stratégie chinoise de l'I. C., qu'on pourrait qualifier de cruelle caricature du bolchevisme.

Ces deux chapitres — le libéral-opportunisme et l'aventurisme — ont porté au parti communiste chinois un coup dont il ne pourra se relever avant plusieurs années en admettant qu'il soit guidé par une juste politique.

Le VI^e Congrès de l'I. C. a fait le bilan de tout ce travail. Il lui donna son approbation entière. Rien d'étonnant: il n'était convoqué que pour cela. Voici, du reste, le mot d'ordre qu'il mit en avant pour les jours à venir: « dictature démocratique des ouvriers et paysans ». En quoi cette dictature-là différerait-elle de la dictature du Kuomintang de droite, ou du Kuomintang de gauche, d'une part, et de la dictature du prolétariat, d'autre part, — on ne l'a jamais expliqué aux communistes chinois. Bien malin celui qui pourrait l'expliquer!

En même temps qu'il proclamait ce mot d'ordre de dictature démocratique, le VI^e Congrès déclarait inadmissible les mots d'ordre démocratiques (Constituante, suffrage universel, liberté de parole et liberté de la presse, etc., etc.), en laissant par cela-même le parti communiste chinois absolument désarmé devant la dictature de l'oligarchie militaire. Cependant, pendant de longues années, les bolcheviks russes concentraient la mobilisation des ouvriers et paysans autour de ces mots d'ordre de la démocratie. Ces derniers ont joué un rôle énorme en 1917. Ce n'est qu'après, lorsque l'existence du pouvoir soviétique devint un fait accompli, et que ce pouvoir entra en collision politique irréconciliable avec la Constituante, que notre parti liquida les assemblées et les mots d'ordre de démocratie formelle, c'est à dire bourgeoise, au profit de la démocratie réelle, c'est à dire celle des soviets, celle du prolétariat.

Le VI^e Congrès de l'I.C., sous la conduite de Staline-Boukharine, fit tomber tout cela sur la tête du parti. Tout en imposant au parti le mot d'ordre de dictature « démocratique » au lieu de dictature « prolétarienne », ne voilà-t-il pas qu'il lui défend de

mettre à profit les mots d'ordre démocratiques pour la préparation de cette dictature ? Le parti chinois s'est trouvé de la sorte, non seulement dépouillé de ses armes, mais complètement à nu. Toutefois, en guise de consolation, on lui permit enfin, — et cela, au moment de la domination effrénée de la contre-révolution, — de lancer le mot d'ordre des soviets, saboté durant tout le temps de la montée révolutionnaire. Un des héros les plus aimés d'un conte russe populaire, vient chanter des chansons de noce aux cérémonies funéraires, et des chansons funèbres aux festins de noce : ici et là, il ramasse des horions. Si l'affaire se bornait à des horions destinés aux stratèges qui dirigent actuellement l'I.C., eh bien, on pourrait en prendre son parti. Mais la mise est beaucoup plus grosse. C'est le sort du prolétariat qui est en jeu. La tactique de l'I. C. équivaut à un sabotage inconscient, mais d'autant plus sûr, de la révolution chinoise. Ce sabotage ne pourrait pas manquer d'aboutir, car la politique droitementcheviste de 1924-1927 se trouvait, par les soins de l'I. C., toujours recouverte de l'autorité bolcheviste, et protégée contre les critiques de l'opposition de gauche par le puissant appareil répressif dont dispose le pouvoir soviétique.

En fin de compte, nous avons devant nous l'exemple achevé de la stratégie de Staline, qui fut sans arrêt menée sous le signe de la lutte contre la théorie de la révolution permanente. Par conséquent il est tout à fait normal de voir Martinov dans le rôle de principal théoricien de Staline, défendant l'idée de la subordination du parti communiste chinois au parti national-bourgeois Kuomintang ; c'est ce même Martinov, qui fut le critique menchéviste en chef de la théorie de la révolution permanente, depuis 1905 jusqu'à 1923 — après quoi le voilà qui commence à remplir sa mission historique dans les rangs des bolcheviks !

**
*

La partie la plus importante quant à la genèse du présent ouvrage a été exposée dans le chapitre premier. A Alma-Ata, j'avais commencé la préparation nécessaire pour un livre théorico-polémique contre les épigones. La théorie de la révolution permanente devait y occuper une place d'honneur. Au cours de mon travail, j'avais reçu le manuscrit de Radek sur le même sujet de la révolution permanente, qu'il traitait en rapport avec la ligne stratégique suivie par Lénine. L'explication de cette sortie de Radek, tout d'abord surprenante résidait dans le fait que lui-même se trouvait embourbé dans la politique chinoise de Staline : l'idée de la subordination du parti communiste au parti Kuomintang fut défendue par Radek, en même temps que Zinoviev, avant comme après le coup d'Etat de Tchang-Kai-Chek. Radek motivait cet asservissement

du prolétariat à la bourgeoisie, en invoquant, — cela va sans dire, — la nécessité d'avoir les paysans comme alliés, et en soulignant, en même temps, ma « sous-estimation » de cette nécessité. En se mettant à marcher dans le sillage de Staline, il se servit de la phraséologie bolcheviste pour défendre la politique mencheviste. A l'exemple de Staline, Radek employa la formule de la dictature du prolétariat, pour mieux cacher ce que l'on faisait pour détourner le prolétariat chinois de la lutte pour le pouvoir, qu'il devait mener seul, à la tête des masses paysannes. Lorsque je dévoilai ce qui se cachait sous cette mascarade d'idées, Radek éprouva un besoin aigu de démontrer que ma lutte contre l'opportunisme, toute maquillée qu'elle était de citations de Lénine, résultait de la contradiction qu'il y avait entre la « révolution permanente » et le léninisme. Des arguments d'avocat destinés à la défense de ses propres péchés, furent convertis par Radek en un réquisitoire de procureur fulminant contre la révolution permanente. Cette intervention de Radek ne fut pour lui qu'un pont vers la capitulation. Je m'en doutais, avec d'autant plus de raisons que les années précédentes, Radek se préparait à écrire une brochure pour défendre la théorie de la révolution permanente. Cependant, il m'en coûtait de mettre une croix sur Radek. Je fis donc une tentative pour répondre à son article d'une façon bien nette et catégorique, mais sans toutefois lui couper les ponts de retraite. Plus bas, je publie cette réponse à Radek, telle que je l'avais rédigée dans le temps, en y ajoutant seulement quelques notes explicatives, ainsi qu'un petit nombre de corrections de style.

Quant à l'article de Radek, il n'a pas paru dans la presse, et je ne crois pas qu'il soit jamais publié, car, tel que Radek l'avait écrit en 1928, il n'aurait jamais pu passer à travers le tamis de la censure de Staline. Aussi bien pour Radek lui-même il serait aujourd'hui particulièrement accablant, car il nous donnerait alors un tableau saisissant de son évolution d'idées, qui rappellerait de bien près l'« évolution » d'un homme précipité du sixième étage sur le pavé.

L'origine de la présente brochure est en soi une explication suffisante du fait que Radek y tient une place plus importante que celle à laquelle il pourrait, peut-être, prétendre. Radek ne trouva aucun argument nouveau contre la théorie de la révolution permanente. Sa sortie fut celle de l'épigone des épigones. Il est, par conséquent, recommandé au lecteur de voir en Radek non pas simplement Radek, mais de le considérer comme un représentant d'une sorte de firme collective, dont il devint membre incompetent, au prix de l'abjuration du marxisme. Si, toutefois, Radek trouvait que

sa part de horions était un peu trop forte, il pourrait alors, s'il le veut, en transmettre quelques-uns à qui de droit. Cela, c'est l'affaire de leur firme. Quant à moi, je n'y vois pas d'inconvénient.

THESES

Avant de clore ce petit volume, j'espère que le lecteur voudra bien me permettre de lui présenter mes conclusions essentielles que je tâcherai de formuler d'une façon précise et sans crainte de répétitions.

1. La théorie de la révolution permanente exige actuellement la plus grande attention de la part de tout marxiste, car la marche de la lutte idéologique et de la lutte de classes a fait sortir définitivement cette question du domaine des souvenirs sur les vieilles divergences des marxistes russes, pour en faire le problème du caractère, des liens intérieurs et des méthodes de la révolution internationale en général.

2. Pour les pays dont le développement bourgeois est retardataire, surtout pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la résolution véritable et entière de leurs *tâches démocratiques et leur délivrance dans le cadre national* n'est concevable que par la dictature du prolétariat, guide de la nation opprimée, et avant tout de sa masse paysanne.

3. Non seulement la question agraire, mais aussi la question nationale assigne à la paysannerie, qui est la grande majorité de la population des pays arriérés, un rôle important dans la révolution démocratique. Sans une alliance entre le prolétariat et la paysannerie, les tâches de la révolution démocratique ne peuvent pas être résolues; elles ne peuvent pas même être sérieusement posées. Mais l'alliance de ces deux classes ne peut être réalisée autrement que dans une lutte implacable contre l'influence de la bourgeoisie nationale-libérale.

4. Quelles que soient les premières étapes épisodiques de la révolution dans les différents pays, l'alliance révolutionnaire entre le prolétariat et la paysannerie n'est concevable que sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne, organisée dans le parti communiste. Ce qui signifie à son tour que la victoire de la révolution démocratique n'est concevable qu'au moyen de la dictature du prolétariat, s'appuyant sur l'alliance avec la paysannerie et résolvant les tâches de la révolution démocratique.

5. Examiné du point de vue historique, le vieux mot d'ordre bolchévik : « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » exprime justement le rapport exprimé plus haut entre le prolétariat, la paysannerie et la bourgeoisie libérale. Mais la vieille

formule de Lénine ne résout pas à l'avance la question de savoir quels seront les rapports politiques réciproques entre le prolétariat et la paysannerie à l'intérieur du bloc révolutionnaire. En d'autres termes: la formule contient des grandeurs algébriques inconnues, qui, au cours de l'expérience historique, ont dû faire place à des grandeurs arithmétiques précises. Et cette expérience a prouvé, dans des circonstances telles qu'aucune autre appréciation n'est permise, que le rôle de la paysannerie, quel que soit son importance révolutionnaire, ne peut être un rôle indépendant, et encore moins un rôle dirigeant. Le paysan suit soit l'ouvrier, soit le bourgeois. Cela signifie que « la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » n'est concevable qu'en tant que *dictature du prolétariat, entraînant à sa suite les masses paysannes*.

6. Une dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, en tant que régime qui se distingue, selon son contenu de classe, de la dictature du prolétariat, ne serait réalisée qu'au cas où pourrait être mis sur pied un parti révolutionnaire *indépendant*, exprimant les intérêts de la démocratie paysanne et petite-bourgeoise en général — un parti capable, avec tel ou tel secours du prolétariat, de conquérir le pouvoir et de déterminer son programme révolutionnaire. Le cours historique récent — et surtout l'histoire de la Russie des dernières 25 années — nous montre quel est l'obstacle infranchissable que rencontre la création d'un parti paysan. C'est le manque d'indépendance économique et politique de la petite bourgeoisie, sa profonde différenciation intérieure, grâce à laquelle les couches supérieures de la petite bourgeoisie (paysannerie) rejoignent la grande bourgeoisie dans tous les événements décisifs, surtout dans la guerre et dans la révolution, tandis que les couches inférieures rejoignent le prolétariat; la couche intermédiaire a le choix entre les deux pôles. Entre la Kérenskyade et le pouvoir bolchéviste, entre le Kuomintang et la dictature du prolétariat, il ne peut rien y avoir et il n'y a rien, c'est à dire, pas de dictature démocratique des ouvriers et des paysans.

7. La tendance de l'I. C. à imposer aujourd'hui aux pays de l'Orient le mot d'ordre de la dictature du prolétariat et de la paysannerie, depuis longtemps et définitivement dépassé par l'histoire, ne peut avoir qu'une signification réactionnaire. Dans la mesure où on oppose ce mot d'ordre à celui de la dictature du prolétariat, il contribue politiquement à décomposer le prolétariat dans les masses petites-bourgeoises et crée ainsi des circonstances plus favorables à l'hégémonie de la bourgeoisie nationale et par conséquent à l'effondrement de la révolution démocratique. Ce mot d'ordre introduit dans le programme de l'I.C. est une véritable trahison du marxisme et des traditions d'Octobre du bolchévisme.

8. La dictature du prolétariat qui a conquis le pouvoir comme dirigeant de la révolution démocratique, sera inévitablement et très vite placé devant des tâches qui la forceront à faire de larges entailles dans le droit de la propriété bourgeoise. La révolution démocratique grandit pour devenir sans autre transition la révolution socialiste, elle devient ainsi une révolution *permanente*.

9. La conquête du pouvoir par le prolétariat n'achève pas la révolution, elle ne fait que l'inaugurer. La construction socialiste n'est concevable que sur la base de la lutte de classes à l'échelle nationale et internationale. Cette lutte, par suite de la position dominante de l'ordre capitaliste sur l'arène mondiale, amènera inévitablement des éruptions violentes, aussi bien intérieures, c'est-à-dire, des guerres civiles, qu'extérieures, c'est-à-dire des guerres révolutionnaires. C'est en cela que consiste le caractère permanent de la révolution socialiste comme telle, indépendamment du fait qu'il s'agisse d'un pays arriéré qui a vu hier seulement son bouleversement démocratique, ou d'un vieux pays capitaliste, ayant un long passé démocratique et parlementaire.

10. L'accomplissement de la révolution socialiste dans le cadre national est impossible. Une des causes essentielles de la crise de la société bourgeoise consiste dans le fait que les forces productives qu'elle a créées tendent à dépasser le cadre de l'état national. C'est de cela que résultent d'une part les guerres impérialistes et d'autre part l'utopie des Etats-Unis bourgeois d'Europe. La révolution socialiste commence sur l'arène nationale, se développe sur l'arène internationale et aboutit sur l'arène mondiale. Ainsi la révolution socialiste devient permanente au nouveau sens plus large du terme : elle ne trouve son accomplissement que dans la victoire définitive de la nouvelle société sur toute notre planète.

11. Le schéma du développement de la révolution mondiale qui vient d'être exposé, élimine la question des pays qui sont « mûrs » ou qui ne sont « pas mûrs » pour le socialisme, au sens pédant et figé que le programme de l'I. C. donne aujourd'hui à cette classification. Dans la mesure où le capitalisme a créé le marché mondial, la répartition du travail et les forces de production dans le monde entier, dans cette mesure il a préparé l'économie mondiale à la reconstruction socialiste.

Les différents pays traverseront ce processus à des allures différentes. Dans certaines circonstances des pays arriérés peuvent parvenir plus tôt que des pays avancés à la dictature du prolétariat, mais ils parviennent au socialisme plus tard que ces derniers.

Un pays colonial arriéré ou un pays semi-colonial, dont le prolétariat est insuffisamment préparé à l'unification de la paysannerie et à la conquête du pouvoir, est par là aussi incapable de

mener son bouleversement démocratique jusqu'à son terme. Au contraire, dans un pays dont le prolétariat détient le pouvoir, résultat de la révolution démocratique, la destinée de la dictature et du socialisme ne dépendra pas autant des forces de production nationales que du développement de la révolution socialiste internationale.

12. La théorie du socialisme dans un seul pays qui a germé sur le ferment de la réaction contre Octobre, est la seule théorie, qui s'oppose, d'une manière conséquente et jusqu'au bout, à la théorie de la révolution permanente.

La tentative des épigones de limiter, sous les coups de la critique, l'application de la théorie du socialisme dans un seul pays à la seule Russie, à cause de ses propriétés particulières (la dimension et les richesses naturelles), n'améliore pas le point de vue, mais l'aggrave. L'éloignement de la position internationale mène toujours au *messianisme* national, c'est-à-dire à la reconnaissance de droits et de propriétés particuliers du pays lui-même, qui lui permettraient de jouer le rôle que d'autres pays ne sauraient atteindre.

La répartition du travail mondial, la dépendance où se trouve l'industrie soviétique par rapport à la technique étrangère, la dépendance où se trouvent les forces productives de pays avancés d'Europe par rapport aux matières premières asiatiques etc. etc., rendent impossible la construction d'une société socialiste dans n'importe quel pays du monde.

13. La théorie de Staline-Boukharine n'oppose pas seulement tout à fait mécaniquement la révolution démocratique à la révolution socialiste, contrairement aux expériences de la révolution russe, mais elle arrache aussi la révolution nationale de la révolution internationale.

Cette théorie donne pour tâche aux révolutions des pays arriérés d'instaurer le régime non réalisable de la dictature démocratique; à ce régime elle oppose la dictature du prolétariat. Par là elle porte des illusions et des fictions dans la politique, elle paralyse la lutte du prolétariat de l'Orient pour le pouvoir, et elle arrête la victoire des révolutions coloniales.

Du point de vue de la théorie des épigones, la conquête du pouvoir par le prolétariat constitue à elle seule l'accomplissement de la révolution (pour les « neuf dixièmes » selon la formule de Staline) et l'inauguration de l'époque des réformes nationales. La théorie de l'incorporation du koulak au socialisme et la théorie de la « neutralisation » de la bourgeoisie mondiale sont donc inséparables de la théorie du socialisme dans un seul pays. Elles tiennent debout et elles s'effondrent ensemble.

La théorie du socialisme national dégrade donc l'I. C. et en fait un instrument pouvant servir à la lutte contre une intervention

armée. La politique actuelle de l'I. C., son régime et le choix des personnages qui la dirigent sont tout à fait adaptés à la déchéance de l'Internationale Communiste, devenue une armée de secours qui n'est pas destinée à résoudre des tâches qui lui soient propres.

14. Le programme de l'I.C., création de Boukharine, est parfaitement éclectique. C'est une tentative désespérée d'unir la théorie du socialisme dans un seul pays à l'internationalisme marxiste, qui, lui, est inséparable du caractère permanent de la révolution mondiale. La lutte de l'Opposition communiste de gauche pour une politique juste et un régime sain dans l'I. C. est inséparable de la lutte pour un programme marxiste. La question du programme à son tour est inséparable de la question des deux théories opposées : la théorie de la révolution permanente et celle du socialisme dans un seul pays. Le problème de la révolution permanente a depuis longtemps dépassé les divergences d'opinion épisodiques et entièrement épuisées par l'histoire, entre Lénine et Trotsky. Il s'agit de la lutte pour les idées fondamentales de Marx et de Lénine d'une part, et de l'éclectisme des centristes de l'autre.

Constantinople, le 30 novembre 1929.

L. TROTSKY.

ERRATA

à l'article « Avant la Conférence navale de Londres », *La Lutte de Classes*, n° 17 :

page 28, 4 lignes avant le bas de la page : au lieu de « 1,6 milliards »
lire « 3,6 milliards »

page 32, ligne 8 : au lieu de « 1600 tonnes »
lire « 600 tonnes ».

page 34, ligne 1 : au lieu de « San Francisco-Marseille »
lire « San Francisco-Manille »

LIVRES RECUS AU BUREAU DE LA REVUE

Cligue oder Klasse, Die Zerstörung der « Roten Hilfe ». Tatsache und Dokumente. (Junius Verlag, Berlin, 32 p. — 30 Pfg.).

Youngplan und Gemeindepolitik, par E. KOHLRAUSCH. (Junius Verlag, Berlin, 62 p. — 60 Pfg.).

Le Révélateur de la Douleur, tragédie par ALBERT THIERRY. (Librairie du Travail, 418 p. — 20 fr.).

Ceux d'en bas, par MARIANO AZNELA. Traduit par J. Maurin. Préface de Valéry Larbaud (Fourcade, éd. 211 p.).

La crise de la dictature militaire en Espagne

La dictature militaire de Primo de Rivera se trouve dans une situation critique. La crise économique, la dégringolade catastrophique de la peseta, le mécontentement de toutes les couches de la population, sans excepter l'armée, ont créé au gouvernement une situation tellement difficile, que Primo de Rivera s'est vu contraint de déclarer que la dictature s'est « usée », que « les hommes qui la dirigent et la représentent au pouvoir sont « très fatigués » et qu'il faut penser à « la remplacer par un régime intermédiaire entre elle et le régime futur. »

La situation qui s'est créée en Espagne est des plus curieuses et intéressantes. Pour la comprendre, il faut exposer en quelques mots les origines et le caractère de la dictature. Avant tout il faut dissiper une erreur très répandue qui consiste à considérer comme fasciste le coup d'Etat du 13 septembre 1923 et le régime de dictature qui en fut la conséquence immédiate. Disons, en passant, que l'on ne commet pas cette erreur seulement pour l'Espagne. L'application aux faits de quelques formules bonnes à tout — a mené et pas seulement, hélas ! dans ce domaine — à une telle confusion, que l'explication de notions tout à fait élémentaires est devenue indispensable.

Le fascisme est un *mouvement* au service de la grande bourgeoisie qui s'appuie sur les masses petites-bourgeoises, se présente, à ses débuts, avec un programme de revendications démagogiques (susceptibles d'attirer la petite bourgeoisie, telles, par exemple, que celle de l'impôt sur les grands revenus) et détruit par des moyens *plébéïens*, selon l'heureuse expression de Trotsky, les organisations ouvrières. Tels sont les traits les plus généraux et caractéristiques du fascisme, auxquels nous nous bornons pour ne pas dépasser les limites que nous nous sommes imposés.

Le coup d'Etat de Primo de Rivera fut un *pronunciamiento* typique, accompli par les comités militaires (« Juntas de Defensa ») dans l'indifférence générale et sans aucune participation des masses,

soucieux surtout de la défense de leurs intérêts professionnels et d'éviter la lumière dans la question des responsabilités au Maroc, sur lesquelles une commission spéciale était en train à ce moment-là de mener une enquête. Cela ne ressemblait pas du tout à la « marche sur Rome ». Ni le Parlement, dissous immédiatement, qui était complètement discrédité, ni le gouvernement, constitué par des gouvernants non moins discrédités et impopulaires, ne trouvèrent de défenseurs. Rappelons que jusqu'à la fin de 1924 Mussolini avait conservé le parlement, dans lequel les fascistes avaient une représentation très peu nombreuse, et un certain respect extérieur pour les institutions héritées de l'ancien régime.

Mussolini s'appuyait sur un parti, soutenu et financé par la grande bourgeoisie, composé d'une grande masse petite bourgeoisie avec, à sa tête, des groupes combattifs (« squadristi ») qui, avant la prise du pouvoir, avaient déjà entrepris, par les violences les plus effrénées, la destruction des organisations ouvrières.

Sur quelles forces s'appuyait Primo de Rivera ? La seule force sociale qui lui prêta un appui décidé et qui proclama sa solidarité avec la dictature le lendemain du coup d'Etat fut la bourgeoisie industrielle de Catalogne. Cette bourgeoisie, malgré ses aspirations à l'autonomie, ferma les yeux devant le caractère espagnoliste, anti-nationaliste, du nouveau gouvernement, parce qu'elle voyait en lui le pouvoir fort capable de détruire les organisations ouvrières et de mettre fin au terrorisme.

Les grands propriétaires fonciers, écartés momentanément du pouvoir, attendaient. Ils savaient qu'un gouvernement essentiellement réactionnaire comme celui de Primo de Rivera ne pouvait pas se passer d'eux, qui sont la personnification de l'Espagne féodale.

La petite bourgeoisie urbaine assistait passive et indifférente aux événements, et attendait aussi. Les mesures purement extérieures adoptées par la dictature, dans ses premiers mois d'existence, contre des représentants de deuxième ordre du « caciquisme » (1) et contre quelques abus, aussi secondaires, de l'appareil bureaucratique de l'Etat, déterminèrent une certaine sympathie de cette petite bourgeoisie urbaine pour le nouvel ordre de choses.

La grande masse paysanne, ignorante, abrutie par une exploitation et une oppression séculaires, restait dans une indifférence complète.

Et la classe ouvrière ? La classe ouvrière, après la période

(1) La *caciquisme* est un système qui consiste à placer les questions de personnes à la base des questions de doctrine les plus sérieuses. Il a pris naissance aux environs de 1880 et est resté caractéristique de la politique monarchiste et bourgeoise de l'Espagne.

de grands combats de 1917-1920, était fatiguée et déçue. Les répressions, le terrorisme, le chômage, l'attaque de la bourgeoisie contre les améliorations conquises pendant des années de lutte héroïque, les efforts antérieurs, l'avaient épuisée. La grande grève des transports de Barcelone, en 1923, la grève générale de Biscaie, de la même année, étaient les dernières secousses héroïques d'une lutte qui entraînait dans son crépuscule. Dans l'automne de 1923 le prolétariat n'était pas en mesure d'entreprendre un combat de grande envergure, et c'est pourquoi le coup d'Etat, malgré la tentative de la Confédération Nationale du Travail révolutionnaire de déclarer la grève générale, ne rencontra aucune résistance de la part de la seule classe capable d'agir. Pour Primo de Rivera asséner le coup de grâce aux organisations ouvrières fut une tâche facile. Il n'eut pas même besoin d'employer les moyens de violence extrêmes que nous avons vu en Italie. Quelques exécutions sommaires liquidèrent radicalement le terrorisme, d'ailleurs en décadence et dégénéré, et les « expropriations ».

Si nous prenons en considération toutes ces circonstances, pourrions nous appliquer l'adjectif de fasciste à la dictature de Primo de Rivera ? Nous ne le croyons pas. Nous nous trouvons en présence d'un *gouvernement fort* qui ne se distingue en rien, ni par son contenu social ni par ses méthodes, d'autres gouvernements analogues que nous avons vu avant la guerre. (Pouvait-on appliquer, par exemple, le qualificatif de fasciste au gouvernement de Nicolas II ou à la dictature mexicaine de Porfirio Diaz ?)

Pas de mouvement de masse, mais simplement *pronunciamiento*. Les tentatives du dictateur pour se créer une base moyennant la création d'un grand parti « national », l'« Union Patriotique », et d'un « Grand Somaten » (d'après le modèle de la milice fasciste) ont échoué piteusement.

Sur quoi, donc, s'appuyait Primo de Rivera ? Il s'appuyait, si on peut s'exprimer ainsi, sur l'impuissance des organisations ouvrières, l'absence de groupes politiques organisés avec plus ou moins de cohérence, l'apathie et la passivité générale du pays. Voici quelles étaient ses bases *negatives*. La base positive était constituée par une force sociale, la bourgeoisie industrielle, et une force organisée, ou, pour mieux dire, la seule force organisée et disciplinée dans un pays en décomposition et profondément démoralisé : l'armée.

Toutes ces circonstances expliquent la rapidité fulgurante du succès du coup d'Etat et la solidité de la dictature pendant une certaine période.

Les limites de cet article ne nous permettent pas de nous arrêter en détail sur la politique de la dictature au cours de ses six années

d'existence. Née dans un pays en état de crise économique permanente — résultat du développement peu considérable de l'industrie, de l'absence de débouchés extérieurs et du paupérisme qui restreint le marché intérieur, ainsi que de l'état extrêmement arriéré de l'agriculture, dans laquelle la charrue romaine est l'instrument de travail le plus en faveur — dans un pays où la bourgeoisie est encore relativement faible et se trouve en contradiction avec une propriété agraire dont les *latifundia* et l'exploitation semi-féodales sont la caractéristique dominante, dans un pays où la petite bourgeoisie constitue une masse amorphe et passive, végétative, où il n'y a aucune classe organisée solidement au point de vue politique, la dictature ne pouvait mener qu'une politique, bien qu'au service, naturellement, des classes privilégiées, pleine de contradictions. C'est ainsi que nous avons vu tour à tour une politique de relâchement des barrières douanières pour favoriser la pénétration des produits industriels étrangers et donner ainsi satisfaction aux agrariens, et une politique sévèrement protectionniste, pour faire plaisir à la bourgeoisie industrielle, ou bien une politique de soutien de certains groupes financiers du nord liés très étroitement au capital financier international, ce qui déterminait le mécontentement parmi d'autres secteurs de la bourgeoisie espagnole. Cette dernière orientation a été dominante pendant les derniers temps et explique l'attitude de plus en plus hostile de la bourgeoisie industrielle vis-à-vis de la dictature.

Le mécontentement d'une grande partie de l'armée, suscité par la politique de concession de privilèges à certaines catégories d'officiers au préjudice des autres et les ambitions croissantes et insatiables d'une collectivité parasitaire qui, ayant pris le pouvoir, veut tirer de cette circonstance le maximum de profits, a fait chanceler la base la plus solide du régime, sa pierre angulaire, pour ainsi dire.

La petite bourgeoisie, de son côté, est sortie, dans une certaine mesure, de sa passivité. Les démonstrations bruyantes et agressives des étudiants, appuyés par la majorité des professeurs, constituèrent de même un symptôme bien inquiétant pour Primo de Rivera. Parallèlement, des tentatives surgissent pour réorganiser les forces républicaines, et la presse radicale, malgré la censure, commence à employer un langage dont elle avait déjà perdu l'habitude.

Ajoutons-y le mouvement national de la Catalogne, qui est un élément corrosif de premier ordre.

Avec tout cela la crise économique est de plus en plus aigüe. Crise de débouchés. Chômage. Cherté de la vie. Chute de la peseta, dont les deux chiffres suivants donneront une idée de la dégringolade : au commencement de janvier, la livre sterling (25 pesetas au pair) était cotée 35-36, le dollar (5,42 au pair) à 12-13,5. Et

l'explication de Primo de Rivera d'après laquelle cette baisse de la peseta est un signe de la prospérité du pays (parce que, voyez vous, il y a une telle abondance d'or en Espagne que l'on est contraint d'acheter à l'étranger) ne peut provoquer que le sourire.

La situation de la dictature peut donc être résumée ainsi : crise économique et financière aigüe, « épuisement » des gouvernants (pour employer l'expression de Primo de Rivera lui-même), crise de confiance sans précédents : Primo de Rivera ne compte avec l'appui d'aucune force politique ou sociale plus ou moins sérieuse. D'où crise de la dictature et déclarations publiques du dictateur en faveur de la liquidation du régime actuel et de la transmission du pouvoir à un gouvernement transitoire.

Transitoire par rapport à quoi ? Par rapport, déclare le dictateur, « à quelque chose, naturellement, de très différent de la dictature, mais plus que différent, opposé au passé. »

C'est cette transition qui effraye la bourgeoisie. Monsieur Cambo, le chef de la « Lliga Regionalista », le parti de la bourgeoisie industrielle de Catalogne et un des hommes politiques les plus intelligents du pays, a exprimé sans réticences, dans son récent ouvrage « Les dictatures », cette peur du « lendemain de la dictature ». Reconstituer purement et simplement l'ancien régime est impossible. Il est trop discrédité aux yeux de tout le monde ; en outre, les vieux partis monarchiques, écartés du pouvoir pendant six ans, ont perdu la base d'organisation sur laquelle ils s'appuyaient, les engrenages de la machine gouvernementale et électorale, le népotisme, les intérêts créés, etc., etc. La dictature, d'ailleurs, comme nous l'avons déjà dit, n'a pas réussi à créer un parti solide. L'Union Patriotique n'est qu'une façade, une étiquette sans contenu.

Au moment, donc, où la dictature s'apprête à s'en aller, et cherche un successeur, il n'y a ni partis ni hommes. Et pour gouverner, M. Cambo le remarque avec justesse dans son livre, « il faut des partis organisés et des forces disciplinées. Et avec la dictature les partis et les organisations politiques ou bien ont disparu complètement ou bien sont restés très diminués. » La bourgeoisie industrielle elle-même, dont Cambo est le chef visible, ne constitue pas une exception dans ce sens. La « Lliga Regionalista », autrefois si puissante, n'existe presque plus en tant qu'organisation. Mais, même dans le cas où elle réussirait, à la faveur d'un régime constitutionnel ou semi-constitutionnel, à reconstituer rapidement l'organisation des forces, ce qui n'est pas exclu, elle ne serait pas en mesure de prendre la responsabilité entière du pouvoir. Géographiquement, elle est limitée au littoral (principalement Catalogne et Biscaye) ; économiquement elle se heurte à cet énorme poids mort de l'Espagne semi-féodale de la grande propriété foncière, de l'Egli-

se et de la monarchie. La confiance en cette dernière, parmi les classes privilégiées, a été sérieusement ébranlée. Le roi avait joué un rôle trop important, trop direct, dans le coup d'Etat de 1923 pour que la chute de prestige de la dictature ne tombe pas sur lui.

La crise est grave. Objectivement, existent les conditions préliminaires nécessaires d'une révolution. Mais il n'y a à l'heure actuelle, en Espagne, aucune force politique organisée, ni parmi la bourgeoisie industrielle, ni parmi la classe ouvrière, qui soit capable de prendre le pouvoir entre ses mains.

A notre avis, il y a deux perspectives possibles, nous ne disons pas probables. La première, infiniment peu probable, serait la convocation d'une Assemblée Constituante qui élaborerait une nouvelle constitution. Mais qui pourrait convoquer cette Constituante ? Primo de Rivera ? Ce serait bien paradoxal de voir un dictateur convoquant un parlement chargé de transformer les bases politiques du pays. L'histoire ne connaît pas d'exemples pareils. La convocation d'un tel parlement provoquerait une période de fermentation populaire, d'agitation, de propagande et d'organisation des forces substantiellement révolutionnaires du pays qui ne pourrait aboutir qu'à une situation nettement révolutionnaire, dont les conséquences immédiates seraient le renversement de la monarchie.

En Espagne la révolution bourgeoise n'a pas encore été accomplie. Elle n'est possible — l'histoire des autres pays le montre — que sur la base de la mobilisation et de la participation des masses populaires. La bourgeoisie espagnole ne s'opposerait pas à l'instauration d'une république démocratique qui, en même temps, accorderait une large autonomie politique à la Catalogne et à la Biscaye. Mais la bourgeoisie a peur — et pour cause — des masses. L'expérience de la révolution russe est trop éloquente à cet égard. Une révolution, on sait comment elle commence; il est plus difficile de dire quel sera son dénouement une fois déchaînée. Parce qu'elle avait compris cela, la bourgeoisie espagnole fit machine en arrière en 1917, à un moment où la monarchie était à deux doigts de sa chute.

Toutes ces raisons nous inclinent à écarter, comme très peu probable, la première perspective.

Le deuxième perspective, la plus probable à notre avis, est le compromis entre la dictature, certains éléments de l'ancien régime et la bourgeoisie industrielle (avec la collaboration probable des socialistes). Celle-ci est la seule solution possible étant donnée la corrélation des forces actuelles. Quelles seraient les caractéristiques principales de cette nouvelle situation ? Une apparence de régime constitutionnel, avec un parlement formé en partie par des députés élus par suffrage universel et en partie par des représentants corpo-

ratifs, une accentuation de la politique protectionniste et l'offensive ultérieure contre les salaires, la journée de travail, comme un des moyens les plus efficaces de diminuer les conséquences de la crise économique.

Ce régime, actuellement, ne pourrait être que transitoire, comme la situation est, en général, transitoire. Il faudrait quand même accorder une certaine liberté aux organisations ouvrières, à la presse, à la propagande et à l'agitation. Ceci, ajouté à la crise générale du pays, au mécontentement croissant des masses, ne ferait qu'aggraver la situation. Surgiront des agitations ouvrières, des grèves. La question du pouvoir se poserait de nouveau dans toute son intégrité. Il n'y aurait qu'une issue : la révolution, qui aboutirait à la dictature du prolétariat, laquelle accomplirait la révolution bourgeoise et ouvrirait audacieusement la voie à la transformation socialiste. Le prolétariat, s'appuyant sur les masses paysannes, est la seule force susceptible de prendre dans ses mains le pouvoir. Malheureusement, au moment où l'histoire crée à la classe ouvrière espagnole une situation exceptionnellement favorable pour engager la bataille décisive avec l'ennemi de classe, elle se trouve désorganisée, sans syndicats révolutionnaires, avec un parti communiste tellement faible qu'on peut dire qu'il est presque inexistant. Sans ces deux éléments, la victoire est impossible. La responsabilité de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat espagnole est énorme dans ce moment-ci. On ne crée pas un parti en quelques mois; mais nous savons que pendant les périodes révolutionnaires la conscience de classe du prolétariat progresse avec une rapidité prodigieuse. C'est le devoir des communistes de profiter de la période extrêmement favorable qui s'est ouverte pour intensifier leur propagande et leur travail d'organisation, et forger l'arme dont la classe ouvrière espagnole et toutes les masses exploitées ont besoin — un parti communiste puissant, pour liquider les situations transitoires et instaurer une dictature du prolétariat bien stable.

14 Janvier 1930.

L. TARQUIN.

La Situation Politique de l'Allemagne et la crise du P. C. A.

LA LÉGENDE DE L'ESSOR RÉVOLUTIONNAIRE

« Notre parti frère n'a pas manqué à son devoir. C'est lui qui stimule l'essor révolutionnaire grandiose des masses ouvrières, qui l'organise et le pousse en avant. On peut dire qu'en Allemagne chaque jour est marqué par un défilé des masses, par une bataille de rue ». C'est de cette façon que l'*Humanité* caractérise la situation en Allemagne dans un article intitulé « Bataille de rue ».

Le compte débiteur de la direction du Parti français est à tel point surchargé d'erreurs dévastatrices dans les problèmes fondamentaux du mouvement révolutionnaire français, que nous ne voulons pas l'accuser en plus de tromper systématiquement la classe ouvrière française sur la véritable situation en Allemagne.

Car l'*Humanité* peut invoquer les organes officiels du P.C.A. et de l'I.C. qui lui fournissent son information !

Ainsi la *Pravda* du 20 Janvier par exemple, parle de « l'amplification du mouvement de grèves, du mouvement de masse des chômeurs, des luttes contre la police sociale-fasciste qui tourne ça et là en combats de barricades... » tandis que la *Rote Fahne* de Berlin nous informe que les ouvriers Berlinoises ont conquis la rue le 1^{er} Février, qu'ils ont mis la police en déroute et qu'à Hambourg la lutte se décidait déjà sur les barricades entre le prolétariat et le pouvoir d'Etat.

Mais le rude langage des faits contredit journellement la légende de l'essor révolutionnaire. Des trois millions de chômeurs (avec leurs familles 6-8 millions de prolétaires) il n'y en a certainement pas 1 0/0 qui a suivi l'appel aux démonstrations de famine du parti, de ce parti grand et fort qui réunit 3 millions de voix.

Lorsque peu de temps auparavant la brute policière déchaînée à Hartmannsdorf près de Chemnitz (dans la Saxe rouge, fortement industrielle) tirait sur les ouvriers comme sur des lièvres, on n'avait pas interrompu le travail dans les usines, la classe ouvrière révoltée ne s'était pas élancée hors des fabriques, pour manifester contre un

carnage horrible, comme cela a été le cas un grand nombre de fois pour des faits cent fois moins importants en Autriche, pendant l'automne. Non, les grandes masses du prolétariat sont restées muettes, aussi muettes que l'étaient les grandes usines de Berlin le 1^{er} et le 2 Mai, lorsque Zoergiebel fit verser à flots le sang de la classe ouvrière.

Les masses restèrent muettes en Septembre, lorsque le Parti appela à la lutte contre les restrictions de l'assurance-chômage, elles restèrent muettes lorsqu'en Décembre le Parti les appela à lutter contre le programme financier de Hilferding !

L'indice le plus important de l'essor révolutionnaire, l'accroissement extraordinaire de l'activité spontanée des masses — n'existe pas.

VERS UNE NOUVELLE ANNÉE 1923 ?

« Il n'est pas exagéré d'écrire que l'Allemagne s'achemine vers une nouvelle année 1923 », dit *l'Humanité* dans l'article déjà cité. Pendant ces derniers mois la comparaison avec 1923 est devenue de plus en plus fréquente, tant dans la presse allemande que dans celle des autres sections de l'I.C.

Pour la direction du P.C. allemand, ainsi que pour l'I.C., la situation du capitalisme allemand est sans issue. Elle indique le nombre extraordinaire des chômeurs, les phénomènes de crise dans une partie de l'industrie et parle déjà de l'effondrement prochain de la stabilisation. Les théoriciens du stalinisme pensent qu'à la suite de cet effondrement la crise sociale générale atteindra très prochainement l'intensité et la profondeur de celle de 1923. L'allure de ce processus serait accélérée par le début de crise qui se manifeste dans le capitalisme américain.

On ne saurait douter du fait qu'une série de phénomènes de crise deviennent perceptibles dans le capitalisme allemand. Cependant ces phénomènes — fermetures d'usines, faillites, etc., — n'annoncent pas l'effondrement général prochain du capitalisme allemand, mais plutôt l'acuité extraordinaire avec laquelle s'accomplit la concentration du capital. L'année 1929 a vu un record en fusions, formations de cartels, — bref ce fût un immense pas en avant dans la voie de la concentration. L'augmentation énorme du chômage y est étroitement liée. La concentration formidable favorise l'accélération et le développement extrême de la rationalisation. En 1929, la production s'est accrue dans les branches les plus importantes de l'industrie allemande tandis que le nombre d'ouvriers a diminué, c'est-à-dire que le rendement du travail a beaucoup augmenté.

Ces processus ont naturellement engendré une accentuation extrême des conditions sociales. Le chômage fortement accru énerve et agite toute la classe ouvrière. La réalisation du plan Young dans une forme telle que toutes les charges en retombent sur les masses travailleuses, l'augmentation par bonds des impôts indirects, des droits de douane, les énormes allègements fiscaux consentis à la bourgeoisie, mettent toutes les couches travailleuses de la ville et de la campagne en état de mécontentement.

C'est justement par ces phénomènes que se manifeste la contradiction essentielle de la stabilisation : dans la mesure où les forces productives se développent elles entrent en contradiction avec l'ordre social régnant. Mais il y a loin du mécontentement des masses, à leur volonté de lutte. Si une chose est propre à condamner radicalement la politique actuelle du P. C. A. c'est le fait qu'au cours de 1929, année où les attaques du gouvernement social-démocrate contre le prolétariat ont été le plus réactionnaires et le plus brutales, il n'ait pas réussi à faire faire à la classe ouvrière un pas en avant. Si les illusions parlementaires et démocratiques des masses qu'une direction bolchéviste aurait grandement pu vaincre dans cette étape de la lutte, ne sont pas devenues beaucoup plus faibles — c'est grâce à la politique aventurière, grâce à la politique de zigzag des Thaelmann. Et dans la mesure où ces illusions ont diminué ce ne fut pas en faveur du communisme, mais presque exclusivement en faveur du socialisme-national (Hitler), qui a doublé et triplé ses cadres dans les centres industriels.

Sommes-nous à la veille d'une situation franchement révolutionnaire, à la veille d'une nouvelle année 1923 ? Certainement non. Si la classe ouvrière allemande était guidée par un véritable parti révolutionnaire elle *pourrait* bien organiser avec succès la défense contre l'offensive progressive du capital ; si le P.C.A., en luttant systématiquement contre le plan Young, menait les ouvriers de l'usine et les chômeurs à la lutte pour des revendications quotidiennes, il pourrait accélérer aujourd'hui l'activité et la spontanéité des masses à un très haut degré et créer les prémisses de futures ripostes victorieuses du prolétariat.

QUELQUES REMARQUES AU SUJET DE LA RADICALISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE : LA GRÈVE POLITIQUE DE MASSE ET LA LUTTE POUR LA CONQUÊTE DE LA RUE.

Nous venons déjà de faire quelques remarques sur la radicalisation des masses. Il serait ridicule de nier — comme le fait la droite — qu'on observe un certain degré de radicalisation dans

la classe ouvrière. Que le P.C.A. soit resté, malgré Thaelmann et Neumann, un parti de masse, qu'il ait de grandes sympathies dans le prolétariat, bien que chaque sympathisant ait honte des phrases ronflantes et trompeuses des dirigeants et de la presse communiste, — c'est ce qu'il doit au fait que de grandes masses du prolétariat veulent entrer en lutte. Si elles ne le font pas, si elles ne suivent pas les mots d'ordre de lutte du P.C.A. ce n'est véritablement pas de leur faute, mais exclusivement de celle d'une direction incapable de comprendre et d'appliquer l'a. b. c. de la tactique bolchévique.

La direction Thaelmann a mis le P.C.A. dans le même état d'aveuglement où se trouve depuis de longues années le parti autrichien. Le parti autrichien attend la révolution, à part de courts intervalles, depuis 1919. Mais elle ne fait rien pour l'idée audacieuse de l'insurrection armée dans les organisations de masse et dans les usines ; pour peu que le prolétariat s'agite dans un coin quelconque, elle proclame immédiatement la grève générale et ne parle plus que de soviets.

Dans la « troisième période » l'école autrichienne a eu un retentissement international. Les thèses du congrès de Wedding du P.C.A. expliquent très bien pourquoi le parti allemand ne s'occupe plus de « mesquineries depuis longtemps dépassées » telles que la lutte pour des revendications immédiates. Il y est dit : « Le processus de radicalisation des masses a fait des progrès rapides et passe au stade des luttes de masses ouvertes. Le rapport des forces est devenu complètement différent... »

« L'activité du prolétariat, le nouvel essor du mouvement ouvrier se font jour des manières les plus diverses... »

« Les luttes berlinoises de mai sont un tournant nouveau du développement politique de l'Allemagne... Les bases pour l'approche d'une situation franchement révolutionnaire se forment, et leur développement mettra à l'ordre du jour la question de l'insurrection armée ».

C'est avec une pareille appréciation de la situation que la direction du parti aborde tous les problèmes ; cette surestimation dangereuse d'un processus dont existent des germes, paralyse l'organisation véritable, systématique de la révolution prolétarienne en Allemagne.

Le mot d'ordre de la grève politique de masses a déjà été le 1^{er} et le 2 mai une faillite catastrophique ; plus tard il a eu encore moins de retentissement. C'est justement à l'insuccès de ce mot d'ordre que les Thaelmann devraient reconnaître combien ils surestiment la situation — s'ils avaient des yeux pour voir.

En 1923 — année qui est sensée avoir tant de ressemblance avec la situation actuelle, il n'y eut pas moins de 47 grèves politiques, comprenant 3.506 usines et 320.000 ouvriers. Le nombre des jours de travail perdus par les grèves politiques de masse s'élevait à 1.048.283. Et en 1929 ? Moins de douze usines, moins de 30.000 ouvriers sont entrés dans la grève politique, malgré le 1^{er} Mai.

Les luttes économiques de l'année 1929 contredisent, elles aussi, les thèses de « l'ardente volonté de lutte » et de « la contre-offensive décidée du prolétariat ». C'est ce que prouvent les chiffres suivants.

Année	Nombre d'usines	Nombre de grévistes	Nombre de jours de travail perdus
1929	—	115.000	1.800.000
1928	5.672	328.529	8.519.713
1927	8.144	232.704	2.945.815

Ces chiffres parlent un langage clair ! Ils prouvent que la direction du parti n'a pas réussi à lutter avec succès contre la politique réformiste des syndicats ; les dirigeants des syndicats libres ont réussi pleinement à assurer la « paix économique ». Il n'en est pas autrement des « succès » dans la lutte pour la conquête de la rue. Le 1^{er} mai le parti avait encore réussi — malgré toutes les fautes précédentes — à mobiliser des dizaines de milliers de prolétaires ; mais depuis la situation s'est beaucoup aggravée. Le 1^{er} Février, qui devait être le signal d'une action de masse de grande envergure contre le chômage et contre la cherté de la vie, a donné un résultat vraiment lamentable.

LE PARTI EST-IL MENACÉ D'ILLÉGALITÉ ?

D'après la presse du parti, l'illégalité du parti n'est plus qu'une question de jours, ou tout au plus de semaines. La direction prépare tous les jours le prolétariat à une prochaine illégalité du P. C. A. et annonce fièrement qu'on ne pourrait interdire le parti, pas plus qu'on n'a pu interdire l'Union des Combattants Rouges.

Il est de fait que l'aile gauche de la bourgeoisie, surtout le parti socialiste et sa presse, soutenu énergiquement par le parti et la presse démocrates, exige des mesures d'exception contre le P. C. A. Dans cette campagne d'excitation contre le P. C. A., la presse de droite reste loin derrière le *Vorwaerts* et la *Welt am Montag*, démocratico-pacifiste (M. v. Gerlach). Ce phénomène étrange a évidemment des causes profondes.

Plus le régime de coalition se meurt, plus les milieux de l'industrie lourde et de la droite exigent ouvertement qu'on donne le coup de pied au gouvernement Muller (Hilferding ayant déjà été honteusement chassé du gouvernement), plus frénétiquement la social-démocratie s'acharne contre le P. C. A. afin de prouver à la République bourgeoise allemande combien elle lui est indispensable comme brigade de police. La légende des projets putschistes du P. C. A. est journellement répandue par la presse « démocratique » Ullstein et Mosse, cordialement soutenue par le *Vorwaerts*. C'est l'axe de la lutte pour la conservation de la coalition, lutte que le parti socialiste mène avec une persévérance acharnée. Les morts de Hartmannsdorf, de Worms et de Hambourg sont un facteur intégrant de cette lutte...

D'autre part ces derniers temps ont appris au parti socialiste que le P.C.A. est impuissant à mener avec succès la lutte pour son existence dans l'illégalité. La fin peu brillante de l'Union des Combattants rouges, qui, après son interdiction, a simplement disparu, les renforce dans cette perspective. La possibilité de l'interdiction du P. C. A. existe donc incontestablement.

Mais le parti socialiste sait fort bien que l'interdiction du P. C. A. ne serait rien moins que populaire; avec une politique tant soit peu raisonnable de la part de la direction du parti, la lutte pour la légalité du parti devrait trouver un retentissement profond dans les masses du prolétariat. Si ce n'est pas le cas, si aujourd'hui les grandes masses du prolétariat révolutionnaire restent dans l'expectative en face des événements, le parti socialiste peut en rendre grâce uniquement à la « philosophie de barricades » qui règne dans le parti et aux méthodes de gymnastique soi-disant révolutionnaire appliquée journellement par le P. C. A. en proclamant la lutte comme but en soi. Mais ce que craint le parti socialiste, ce qui le retiendra probablement de jeter le parti dans l'illégalité, à la mode fasciste, c'est le réveil des masses qui sympathisent avec le communisme et qui contrôleront plus attentivement la politique du parti, une fois que celui-ci sera illégal; finalement c'est justement dans la légalité que la contradiction entre la politique du parti et les nécessités révolutionnaires deviennent de plus en plus criantes, de manière que la perspective d'une décomposition lente du P. C. A. semble au parti socialiste préférable au risque de l'illégalité.

Mais en dernier lieu, cette question ne sera sans doute pas résolue par l'examen minutieux du « pour et du contre » de la part des Zoergiebel et Grzesinsky, mais par le futur développement des luttes de classes en Allemagne; ce qui est tragique dans la situation actuelle, c'est qu'objectivement les Thaelmann et Neumann font le jeu de Zoergiebel et de Severing en poussant par des gestes qui n'ont

l'allure révolutionnaire les masses prolétariennes à la passivité. Ainsi dans le tract illégal pour le 1^{er} Février, le parti appelle le prolétariat à manifester sur les mots d'ordre suivants : « Tout le pouvoir à la classe ouvrière ! Vive la lutte pour la dictature ! Pour la Russie soviétique ! » En outre le tract contient une longue dissertation sur l'histoire, la forme et la tactique du combat de barricades...

Les masses ont répondu à ce genre de mots d'ordre avec les pieds : elles ne sont pas venues.

Mais la presse bourgeoise demande maintenant à voix plus haute des lois d'exception contre le P.C.A.

LA LUTTE POUR UNE NOUVELLE AILE GAUCHE DANS LE PARTI

Jusqu'ici les fautes énormes du parti ont exclusivement profité à la droite, qui est devenue un danger très sérieux pour le parti, car pour répandre ses idées opportunistes sur la tactique de front unique, sur la tactique syndicale, etc., elle prend comme point de départ de son argumentation les fautes et les défaites de la direction du parti.

Les éléments qui étaient autrefois l'aile gauche du parti, et dont la plus grande partie est exclue depuis des années déjà, n'ont pas su se regrouper jusqu'à présent. L'obstacle essentiel pour le regroupement nécessaire des forces a été jusqu'ici le Leninbund. A l'occasion du conflit sino-russe, de la déclaration Rakovsky, etc., on a déjà beaucoup écrit et parlé de ses grandes erreurs dans les questions internationales fondamentales. La politique sectaire et opportuniste devenue aussi dangereuse pour lui-même que pour l'ensemble de la gauche allemande. Sa position envers le P. C. A. avant tout, sa conception selon laquelle le P. C. A. serait déjà perdu, est foncièrement fausse. Cette attitude, qui dicte aussi au Leninbund la forme indépendante de son organisation l'a conduit à l'isolement complet et a amené une crise de décomposition permanente, au cours de laquelle une série de bons camarades du Leninbund se sont désolidarisés de la politique de sa direction et sont entré en opposition ouverte.

Le Leninbund, qui était à l'origine, une organisation groupant quelques milliers de membres en partie très actifs, n'a plus aujourd'hui qu'un semblant d'existence. En dehors de quelques groupes fermes, en Westphalie, en Bade et dans le centre de l'Allemagne, il ne dispose plus nulle part de positions fortes.

L'évolution du Leninbund a obligé les groupes de gauche qui étaient encore dans le Parti à rester sur l'expectative pour ne

pas subir le même sort. Ceci vaut surtout pour l'opposition dite de Wedding, qui dominait, il y a 2 ans encore, la circonscription la plus forte et la plus populaire du Parti à Berlin, le Wedding.

L'opposition de Wedding a, elle aussi, conservé certains défauts qui étaient déjà ceux de l'ancienne gauche allemande de 1925-26 et ne s'en est pas encore tout à fait défait aujourd'hui, principalement sa position ultra-gauchiste dans la question syndicale. Celle de ses organisations qui s'est le mieux conservé jusqu'ici est celle du Palatinat, qui travaille activement et fait paraître son propre journal (« Le Pionnier »). Le développement catastrophique du Parti depuis le VI^e Congrès a mis ses groupes de gauche dans un état d'alarme. Ces derniers mois les groupements éparpillés du Wedding se sont réunis et ont commencé à discuter activement et sérieusement les questions fondamentales du Parti. Les forces qui commencent à se manifester sont encore faibles ; c'est ici l'opposition au sein du Léninbund, là une fraction de gauche dans le Parti, provisoirement à Wedding et dans le Palatinat. Tous ces éléments reconnaissent clairement que les anciennes formes de lutte avec ses traditions et ses mots d'ordre surannés — dont la gauche allemande était si riche — doivent être dépassées. Le nouveau cours de l'I.C. et du P.C.A. depuis le VI^e Congrès exige des fractions plus souples, ayant une base théorique plus profonde que par le passé.

A travers mille difficultés, à travers la lutte contre d'innombrables obstacles, se font jour en Allemagne, comme ailleurs, — dans le Parti et autour de lui — les forces qui formeront l'aile gauche du Parti et qui devront être à même de défendre l'enseignement léniniste de gauche ainsi que son application en Allemagne.

KURT LANDAU.

Grandeur et Décadence du Trade-Unionisme ⁽¹⁾

Nous avons vu (*Lutte de Classes* n° 16) que le premier gouvernement du Labour Party, loin d'entraver les tendances révolutionnaires, en y substituant une forme de lutte strictement parlementaire, les avait au contraire sérieusement développées par son impuissance à agir en quoi que ce soit pour la défense des travailleurs. La fin de l'année 1924 vit à la fois la chute lamentable de MacDonald et la grandiose manifestation d'unité prolétarienne du congrès des Trade Unions à Hull (Septembre).

Toute cette époque fut témoin de la radicalisation croissante des masses ouvrières. Il semblait qu'on retournât aux temps consécuteurs à la guerre, les années des grandes grèves 1919, 1920, où s'élaborait la triple alliance, où le prolétariat se dressait contre l'intervention en Russie. En 1925 ce n'étaient plus les armées alliées qui occupaient la Russie, mais les leaders du conseil général des Trade Unions. Obligés de se mettre au diapason des masses ils y travaillaient à se faire une virginité révolutionnaire. Les Purcell, Ben Tillet, Ben Turner, John Bromley, Fred Bramley, Herbert Smith et consorts, vieux bureaucrates et politiciens de couloirs s'y découvraient une âme de « révolutionnaire », y jouaient au « léninisme » comme un naturel d'Australie fait connaissance avec un mcteur à explosion...

En conséquence, une conférence se réunit à Londres les 6, 7, 8 Avril 1925 où délégués des Trade Unions et de l'Union panrusse des syndicats se mirent d'accord sur la nécessité de réaliser le plus rapidement possible l'unité internationale du prolétariat. Une longue résolution fut adoptée. Elle constatait en préambule que le front unique des capitalistes de tous les pays se réalisait face à la division des ouvriers, que pour ceux-ci, il y avait une aggravation constante du niveau d'existence et que partout la bourgeoisie préparait la guerre. « En même temps, disait-elle, de soi-disant conférences pour le désarmement se réunissent, pour entretenir de

(1) Voir *La Lutte de Classes* numéros 14, 15, 16.

dangereuses illusions. *Elles ont pour but de tromper les ouvriers et de leur inspirer un état mensonger de sécurité.* » Qui signaient ces lignes ? Des ministres actuels du gouvernement, Mac Donald ; ce simple rapprochement montre sans commentaires l'évolution subie par la bureaucratie des syndicats. La Résolution se terminait par cette affirmation équivoque : « les travailleurs sont capables de vaincre tous ceux qui, par leurs tendances réactionnaires, entretiennent la division chez les ouvriers », et préconisait l'unité syndicale pour « sauvegarder plus efficacement les intérêts de la paix internationale ». Pour ne pas mentir à cette bonne parole, les syndicats Russes et Anglais s'engageaient à provoquer une conférence avec la Fédération d'Amsterdam afin d'y faire admettre librement les Russes. Il n'était pas soufflé un seul mot sur le sort de l'Internationale Syndicale Rouge ni sur les centrales révolutionnaires y adhérant comme la C. G. T. U. Toute l'équivoque existence du Comité Anglo-Russe se trouve déjà tracée dans ce document. D'une part des phrases révolutionnaires contre le capitalisme, chères aux démagogues Britanniques, d'autre part un désir d'unité non pour renverser ce capitalisme, mais pour en fait le conserver par la sauvegarde « des intérêts de la paix internationale ». Comme concession à la Révolution, on y avait inscrit que « les ouvriers de tous les pays joignant leurs mains par-dessus les frontières travailleront ensemble pour assurer leur émancipation ». Ce n'était pas compromettant pour les bureaucrates trade-unionistes. Les propositions d'action ne l'étaient guère plus. Les deux organisations se promettaient de créer un comité consultatif mixte où l'on échangerait des « documents » sur les situations respectives des deux mouvements ouvriers ! Telle est l'origine du fameux Comité Anglo-Russe où chaque camp chercha à duper l'autre ; les Russes se faisant passer pour des trade-unionistes endurcis, gardiens de la paix, les trade-unionistes pour des révolutionnaires internationalistes. Lamentable exemple d'un « front unique » exclusivement avec des chefs, dont la moindre connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier Anglais eut démontré immédiatement la puérité et la nocivité.

L'ATTAQUE CONTRE LES MINEURS.

L'année 1925 marqua le début de la crise intense dans les charbonnages Anglais. Le relèvement de l'Allemagne avait intensifié la concurrence internationale. Pour lutter, le charbon Anglais devait non seulement pratiquer le dumping mais encore abaisser les prix de gros sur son propre marché. En une année, du 1^{er} janvier 1925 au 1^{er} Janvier 1926, le prix de la tonne passa de 18 s. 6 d. (18 shillings, 6 pences) à 15s. 11d. Le profit des entrepreneurs

qui avait été de 13 millions de Livres en 1924 fut remplacé par une perte de 9 millions de Livres en 1925. Ces messieurs poussèrent des cris d'effroi et toute la presse capitaliste leur emboîta le pas : « il faut que les ouvriers supportent aussi les pertes ». Si ces chiffres avaient été exacts, les ouvriers auraient répondu qu'en 1923, les profits avaient dépassé 23 millions de Livres mais que personne n'avait alors songé à élever les salaires en proportion, mais ces chiffres n'étaient même pas exacts comme l'ont démontré les enquêtes de la commission royale du charbon et du « Labour Research Department ». Le profit ainsi calculé n'était que le *bénéfice d'entrepreneur*. Il fallait y ajouter pour avoir le total du *profit capitaliste*,

1° la rente foncière ou royalty payée aux propriétaires du sous-sol qui souvent sont aussi entrepreneurs : L. 6 millions par an.

2° Le bénéfice de la vente des sous-produits entièrement aux mains des entrepreneurs : L. 6.250 millions par an.

3° Bénéfice des syndicats de vente en gros créés par les entrepreneurs pour se passer d'intermédiaires : L. 1,5 millions par an.

Voilà pour les maîtres directs des mineurs, industriels et propriétaires.

A cela on devait ajouter les intérêts payés aux banques et enfin le profit commercial des gros marchands de charbon qu'on a évalué à 1 s. la tonne soit de L. 10 millions à L. 15 millions par an.

On voit que la « perte » de 1925 ne se chiffrait pour la classe capitaliste que dans une simple baisse du profit d'ailleurs frappant plutôt les industriels que les catégories bourgeoises vivant de la rente.

En face de cela qu'étaient les salaires des mineurs? Ils avaient fort peu changé depuis 1914 et variaient suivant les bassins. On comptait, par semaine de 42 heures de travail effectif, 50 s. dans le pays de Galles et l'Ecosse, 42s. dans le Durham, 38s. dans le Forest of Dean, ceci pour les piqueurs; quant aux manœuvres, ils avaient partout moins de 40s., si bien qu'on évalue à 500.000 les mineurs qui touchaient moins de 40 s. (250 francs) par semaine. Pour que le lecteur français se fasse une idée de la puissance d'achat de ces salaires il faut ajouter que, tandis que l'indice des prix de détail en France varie entre 600 et 650, il est en Angleterre entre 900 et 1.000. Les salaires des mineurs Anglais étaient et sont à plus forte raison aujourd'hui des *salaire de famine*. (1)

(1) Avant la guerre les mineurs formaient une aristocratie dans le prolétariat. C'est ainsi que d'après les indices de salaires de Bowley cités par Rothstein, on peut évaluer le salaire hebdomadaire d'un mineur de Lancashire à 39 s. durant l'année 1901. Or par rapport à cette année on constate que l'indice des prix de détail

C'est contre un prolétariat aussi misérable que les propriétaires entamèrent l'offensive. Ils dénoncèrent les contrats collectifs pour le 1er Août 1925, proposant une *baisse des salaires de 13 pour cent et une augmentation de la journée de travail de une heure*.

Tout le prolétariat se solidarisa avec les mineurs. Devant l'attitude menaçante du Conseil Général, le gouvernement recula et dans la nuit du 31 Juillet au 1er Août fit voter à l'industrie charbonnière un subside jusqu'au 1er Mai 1926. Une commission royale d'enquête sous la présidence de Sir Herbert Samuel devait alors déposer des conclusions sur le régime des mines. En fait le gouvernement avait reculé parce qu'il n'était pas prêt à la bataille. Rien n'avait été organisé et il n'y avait pas de stock de charbon. Ce que les ouvriers considérèrent comme une victoire n'était en réalité que le recul stratégique de la bourgeoisie qui voulait la bataille sur le terrain et à l'heure choisis par elle.

Pendant les neuf mois qui suivirent, ce fut la veillée des armes, le gouvernement recruta ses briseurs de grève, le subside permit de stocker le charbon. Du côté ouvrier, on se livra bien à des manifestations de solidarité mais le Conseil Général ne fit rien de pratique pour préparer la lutte, car à l'exception des mineurs, les autres délégués étaient absolument convaincus qu'un nouveau compromis aurait lieu, que jamais le gouvernement n'oserait attaquer la classe ouvrière en son entier. La comédie du chantage de 1921 allait recommencer. Ce furent des affirmations toutes platoniques de solidarité au congrès de Scarborough (Septembre 1925) et quand la commission Samuel déposa son rapport. (Février 1926). Le rapport prévoyait une réorganisation des mines avec abaissement des salaires et en attendant ce moment, une prolongation du subside. La conférence des mineurs répliqua, en refusant toute diminution de salaire, toute augmentation des heures de travail, tout accord qui n'aurait pas une base nationale. Le 29 Avril il était certain pour toute personne sérieuse qu'aucun accord n'était possible. La bourgeoisie voulait la guerre : les négociations furent définitivement rompues entre les propriétaires et la Fédération des mineurs. Celle-ci remit tous ses pouvoirs entre les mains du Conseil Général des Trade Unions. Ainsi ce n'est plus à une fraction du prolétariat que devait s'adresser la bourgeoisie mais au prolétariat tout entier uni dans les Trade Unions. L'exécutif du Conseil Général prit alors l'engagement

est pour la période 1925-1929 d'environ 220. Pour posséder le même salaire *réel* le mineur devrait toucher à notre époque 86 s. environ par semaine. Or en 1925 il ne touchait que 44 s. dans le même district du Lancashire, soit *deux fois moins* qu'il n'avait en 1901. Cette simple comparaison est significative de la paupérisation des ouvriers anglais en général et des mineurs en particulier.

solennel qu'il n'y aurait pas de négociations avant le retrait des avis de lock-out, et que le travail ne reprendrait pas si les accords signés par les Unions étaient dénoncés.

Le 1er Mai, le lock-out était effectif, mais le Dimanche 2 Mai, l'exécutif contrairement à sa parole donnée entamait des négociations avec le gouvernement sans prévenir les mineurs. Ceux-ci d'ailleurs n'étaient plus représentés à l'exécutif, l'un de leurs délégués était malade l'autre se trouvait dans son Union en Ecosse. Pendant ce temps MacDonald et Henderson « représentaient » le Labour Party contrairement d'ailleurs aux statuts de l'organisation qui ne prévoient pas l'introduction des politiciens dans l'organe dirigeant des Trade Unions. Ce fut ainsi que Pugh, Citrine et Thomas allèrent pleurer dans le sein de Stanley Baldwin promettant de faire accepter le rapport Samuel par les mineurs, si l'avis de lock-out était levé. A cinq ans d'intervalle, Thomas le chef effectif de l'exécutif était prêt à recommencer son coup du Vendredi noir (1). Le gouvernement était divisé. Une partie avec Baldwin, Birkenhead était prête à accepter cette suggestion, pensant qu'une réédition de la honteuse reculade de 1921 démoraliserait les ouvriers, mais une autre fraction avec Churchill et les frères Chamberlain voulait la grève générale et ne rêvait que d'un écrasement total sinon sanglant du mouvement. Nous ignorerions encore à quelle décision le gouvernement se serait rangé si un incident fortuit n'était pas venu comme dans toutes les batailles de l'histoire mettre le feu aux poudres avant que les stratèges ne le commandent: les typographes refusèrent d'imprimer le *Daily Mail* qui contenait un article contre les Trade Unions. La grève était commencée au grand désespoir des bureaucrates qui déclinèrent toute responsabilité en cette affaire. Ce prétexte fut saisi par le gouvernement se posant en champion de la liberté de la presse, de briser toute négociation. La tentative des bureaucrates de l'Exécutif de poignarder les mineurs dans le dos tournait à leur confusion. D'un côté le gouvernement les acculait à la guerre; de l'autre côté les masses relevaient le défi de la bourgeoisie. La veille, 1er Mai, les membres des Exécutifs de chaque Union réunis dans le Memorial Hall avaient voté la grève par 3.650.000 voix contre 49.000 et 300.000 abstentions. Pendant qu'à Eccleston Square (siège du Conseil Général) Thomas sanglotait de peur et de colère, le Lundi 3 Mai à minuit deux millions de travailleurs allaient renforcer les rangs du million de mineurs lock-outés depuis le 30 Avril, deux millions d'ouvriers des chemins de fer, transports, docks, bâtiment, imprimerie etc... Plus de journaux. Il ne restait face à face que le gouvernement capitaliste et le prolétariat organisé.

(1) Voir le n° 15 de la *Lutte de Classes*.

LA GUERRE DE CLASSES

Avant, pendant et après la grève, les bureaucrates ne cessèrent de répéter que celle-ci n'était qu'un simple conflit industriel, ne mettant pas en cause le régime politique du pays. Ils se livrèrent à quelques dégoûtantes flatteries vis-à-vis de la famille royale, affirmèrent leur respect de la Constitution et de la démocratie, cela au moment où le gouvernement conservateur supprimait la démocratie, proposèrent une lutte « chevaleresque et loyale » quand le gouvernement cherchait par tous les moyens possibles à démoraliser et discréditer les ouvriers. Le Conseil Général dans sa couardise et sa bêtise ne voulait rien comprendre de ce qui se passait. Les socialistes Anglais nient la lutte de classes et beaucoup d'entre eux, comme MacDonald, nient même l'existence des classes; et voilà que la classe ouvrière s'affirmait non dans des discours de théoricien mais dans une réalité menaçante. La grève des mineurs même englobant un million d'ouvriers n'était cependant qu'une manifestation corporative. Elle aurait pu être ignorée des autres catégories ouvrières aux intérêts divers; la classe ouvrière passant toute entière à la contre-offensive, identifiant les intérêts généraux et permanents avec les intérêts particuliers et actuels des mineurs prouvait son existence en agissant comme on prouve le mouvement en marchant. Ainsi la lutte passait du plan économique sur le plan politique. L'ennemi n'était plus les propriétaires miniers, vague parcelle de bourgeoisie, mais l'Etat bourgeois et son appareil de coercition, c'est-à-dire la classe bourgeoise dans son ensemble. Contrairement aux bureaucrates bélants des Trade Unions, le gouvernement, lui, avait pleine conscience du sens de la lutte. Le 3 Mai, au Parlement, Baldwin disait: « C'est le moment qui a été choisi pour jeter un défi à la Constitution actuelle... Ce ne sont pas les salaires qui sont menacés mais la liberté de notre Constitution... Quand vous élargissez un conflit ordinaire du travail d'une industrie à un ensemble des industries les plus vitales du pays, vous changez son caractère. » Belle leçon de dialectique que donnait aux « réalistes » des Trade Unions, non un « rêveur Marxiste de la Révolution » (MacDonald disait) mais un gouvernement capitaliste conscient de sa situation. Et le premier ministre ajoutait avec une pointe de mépris: « Je ne pense pas que tous les leaders, quand ils ont consenti à la grève générale, réalisaient pleinement qu'ils menaçaient les bases du gouvernement établi et qu'ils étaient plus près d'une guerre civile que nous l'ayons été dans les siècles passés. » Pendant ce temps Sir John Simon démontrait sans rire que, conformément aux accords passés, les deux millions de grévistes étaient juridiquement passibles d'amendes pour rupture de contrat! Quant au gouvernement, il n'avait pas

à se contenter d'actions judiciaires. Il avait immédiatement fait voter l'application de « l'Emergency Power Act » (E.P.A.) (1) c'est-à-dire l'état de siège. Le pays fut divisé en dix régions à la tête desquelles se trouvait un commissaire civil muni de pleins pouvoirs politiques, économiques et judiciaires. Par-dessus l'administration normale, le gouvernement plaçait une organisation illégale de dictature aux pouvoirs exorbitants. Le gouvernement s'autorisait à occuper s'il le fallait les terres, immeubles et usines, à contrôler le prix des denrées, à réquisitionner et répartir blé, pommes de terre, lait et cheptel; à réquisitionner chevaux et autos privées, à distribuer charbon, pétrole et énergie électrique. Politiquement l'E. P. A. permettait d'interdire toute réunion, cortège, brochure ou journal qui « auraient comme effet d'exciter les citoyens les uns contre les autres ». Toute personne dénoncée comme ayant tenu des propos séditieux, ou porteuse d'un tract jugé tel était immédiatement arrêtée. Pour appliquer la loi, outre la police et l'armée, le gouvernement fit lever un corps de 50.000 policiers volontaires. Mais d'après le ministre de l'intérieur, Johnson Hicks, ce nombre n'avait pu être atteint au bout des neuf jours de grève malgré des appels réitérés et de fortes indemnités.

Entre l'E.P.A. de la démocratie Britannique et les règlements du fascisme, il n'y a pas l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarettes. Sur l'emploi de la manière forte, les membres du gouvernement étaient encore divisés. De là cette hésitation dans la répression, ce mélange de bravades et de reculades absolument ubuesques qui éveillaient surtout la raillerie dans la classe ouvrière. L'arme de la menace suffisait à Baldwin pour impressionner les membres du Conseil Général. Chaque jour ils croyaient être emprisonnés et chaque jour, ils se retrouvaient en une liberté qui au fond les ridiculisait.

La police opéra en neuf jours 4.055 arrestations ce qui est assez considérable mais nulle part elle n'empêcha ni un journal de sortir, ni une manifestation de se dérouler. Les rares batailles qu'il y eut entre ouvriers et policiers, à Glasgow, Dundee, Hull eurent comme effet bienfaisant de faire surgir partout des corps de défense ouvrière. Travaillant en corrélation avec les piquets de grève, ils les protégèrent contre les attaques possibles des jaunes, fascistes ou policiers, ils surveillèrent les routes empêchant le passage des voitures qui n'avaient pas de permis du plus proche Comité d'Action.

Dans toutes les localités se créèrent les « comités locaux d'ac-

(1) L'E. P. A. avait été proposé en 1920 au moment où les conflits de classe prenaient une tournure inquiétante pour la bourgeoisie, mais la trahison du vendredi noir rendit inutile son application.

tion ». Une enquête publiée dans le bulletin mensuel du « Labour Research Department », (qui est le centre de documentation des Trade Unions) et dans le journal *The Plebs* permet de se rendre compte de l'organisation quasi spontanée du prolétariat à travers tout le pays. Préparé quelques jours avant ou durant la grève, le réseau des comités d'action couvrit le territoire, même dans les endroits les plus reculés et les moins peuplés. Ils étaient constitués par les délégués de toutes les Unions locales, qu'elles fussent touchées par la grève ou non, auxquelles on adjoignait des représentants des partis politique, l'I.L.P. et le Parti Communiste. Ils dirigeaient la grève dans leurs districts respectifs, et, en fait, dans beaucoup d'endroits disputaient le pouvoir réel aux représentants du capitalisme. Aucun train, aucune voiture ne circulaient sans leur permission; ils disposaient souvent du ravitaillement et signaient les accords collectifs avec les coopératives locales pour la subsistance des ouvriers. Pour ce travail, le Comité d'Action se subdivisait en sous-comités de subsistance, transport, propagande, défense ouvrière et de « secours aux victimes de la guerre de classe ». (Class War Prisoners Aid). Enfin il disposait de voitures pour assurer la liaison avec le comité voisin.

Dans toute cette organisation surgie de la base de la masse des combattants, les « décisions » du Conseil Général étaient heureusement à peu près ignorées. Quand le Conseil Général décida de supprimer la presse y compris la presse ouvrière, des milliers de feuilles locales sortirent des presses, imprimées sous la surveillance des Comités d'Action. C'est devant cet état de fait et aussi la parution de la *British Gazette* gouvernementale que le Conseil Général se décida à sortir le *British Worker* dont la vente atteignit 700.000 exemplaires malgré les difficultés de transport. Cette organisation n'avait pu être mise au point en vingt quatre heures. Il fallut attendre plusieurs jours avant qu'au-dessus des comités locaux, on put édifier des comités régionaux d'action. Ce ne fut seulement que dans quelques régions minières que fonctionnèrent ces comités, le Northumberland, le Durham, etc... La fin de la grève empêcha les autres de se constituer.

Ainsi la classe ouvrière fit partout montre d'une initiative extraordinaire à laquelle peu d'hommes s'attendaient. Pour la première fois dans son histoire, elle cherchait à élaborer ses propres organes de direction. Elle couvrait le pays d'un réseau de conseils mettant les premières pierres à un édifice qui, achevé et cimenté au sommet serait devenu cet Etat dans l'Etat, ce second gouvernement dont la crainte hantait chaque pensée du premier ministre Baldwin.

LA DEFAITE

On peut se demander quelle impulsion aurait reçue la formation de cette grande pyramide que représente le pouvoir ouvrier si le Conseil Général des Trade Unions avait simplement compris son devoir. Mais il n'avait rien préparé, rien organisé et s'il improvisait parfois durant la grève c'était sous la pression de la peur avec l'espoir secret que la fin de l'événement n'en permettrait pas l'application. De partout, des Trade-Conseils, des Comités d'Action surgissait la réclamation de plus en plus impérieuse d'élargir la grève, de faire donner la métallurgie, les constructions navales, le textile, les P. T. T.... Les postes continuaient à fonctionner au profit du gouvernement, à miner l'organisation même du prolétariat. Le Conseil Général laissait ce bétail frapper le prolétariat. Cependant la grève était un triomphe, mais le plus grand triomphe n'est rien s'il n'est pas exploité, s'il n'est pas lui-même une étape vers un triomphe supérieur. Cela le Conseil Général ne le voulait pas, car il aurait été le signal de sa liquidation comme dirigeant du mouvement ouvrier. Pendant un demi-siècle, la caste bureaucratique avait vécu, au sens politique et alimentaire, du chantage à l'action. Placée au pied du mur en maintes circonstances de 1906 à 1921, elle s'était défilée liquidant les embryons d'action avant qu'ils ne voient le jour. En 1926, elle ne s'attendait pas à cet accouchement prématuré, conséquence d'une tension de classe qui ne s'était encore jamais manifestée à un tel potentiel. La bureaucratie ne reconnaissait pas son enfant, il lui semblait monstrueux et prêt à l'étrangler si le temps lui donnait vie.

Le 11 Mai, le Conseil Général se précipita sur la perche que lui tendait Sir Samuel, dans son memorandum dont les points principaux étaient les suivants :

- 1° Reprise des négociations et du subside gouvernemental.
- 2° Création d'un comité national des salaires avec représentants patronaux et ouvriers.
- 3° Diminution des salaires mais après une réorganisation technique.

Ce n'était qu'un traquenard ; Samuel prétendait qu'il avait reçu l'acceptation du gouvernement à condition que l'ordre de grève fût rappelé. Pendant ce temps, le gouvernement faisait dire par sa *British Gazette* que « la grève briserait le gouvernement, ou que le gouvernement briserait la grève ». Le Conseil Général, lui, n'y regardait pas de si près. A travers la tempête, il croyait apercevoir la côte. Mais le conseil exécutif de la Fédération des mineurs, flairant le piège, refusa fermement de souscrire aux conditions. Le Conseil Général irrité par ce trouble-fête lança l'ordre de cessation de grève

le lendemain. Pour le justifier auprès des ouvriers, il prétendit que le gouvernement avait accepté le mémorandum Samuel qui formait une base honorable de discussion. La vérité éclata quelques heures plus tard: le gouvernement n'acceptait rien du tout. Il avait demandé et obtenu une reddition sans conditions.

L'effondrement du Conseil Général était là sous les yeux de tous. Pour s'excuser, il prétendit que les masses désertaient la bataille, que le moral fléchissait; c'était un mensonge que le témoignage des faits ou des observateurs étrangers contredisait. Le gouvernement était si peu sûr de sa victoire qu'il menaçait de représailles les industriels qui voulaient en profiter pour écraser les Unions et abaisser les salaires. Seul Thomas à l'affût de toutes les occasions pour lécher le cul aux capitalistes signa à l'insu des cheminots, un accord avec les compagnies où ils promettaient de ne plus jamais faire de grève !

Les mineurs abandonnés de tous étaient vaincus d'avance. Les dockers, les cheminots chargeaient et transportaient des millions de tonnes de charbon qui poignardaient les mineurs affamés. Au bout de sept mois ils succombèrent après une résistance héroïque sans précédent dans les annales du prolétariat Anglais.

FAILLITE DU TRADE-UNIONISME

Le prolétariat ne subit pas de telles défaites sans en ressentir les effets pendant des années et des années. Cette bataille, il l'attendait depuis quinze ans, depuis le jour où l'idée d'une triple alliance commença à envahir les esprits. Avortée en 1921, elle avait enfin éclaté comme une force de la nature, contre le désir des leaders; elle s'était arrêtée avant que le prolétariat n'ait pu prendre pleinement conscience de l'acte historique qu'il accomplissait. Et cependant, il s'était levé, il avait traduit dans les faits la formule du Trade Unionisme, « une attaque contre un est une attaque contre tous » et l'avait en agissant vidée de tout son contenu. Il a fallu plus d'un demi-siècle au Trade Unionisme pour aboutir à cet événement, il lui a fallu surmonter les rivalités entre ouvriers, entre corporations et s'imposer à toute la classe ouvrière. Il n'avait d'abord été que l'enveloppe d'une aristocratie de privilégiés; dans l'évolution historique il avait fini pour s'identifier avec le prolétariat, donnant à cette classe en perpétuelle élaboration la conscience de ce qu'elle était. Mais là s'arrêtaient ses capacités motrices. La classe ouvrière s'était magnifiquement battue au nom de la solidarité prolétarienne, mais elle s'était battue en aveugle. Elle combattait le gouvernement parce que le gouvernement combattait les ouvriers, elle pensait avec un de ses militants que « si la constitution Anglaise oblige un mineur

à travailler sous terre pour moins de deux livres par semaine, le moment est venu de provoquer en duel la constitution ». Mais elle ne se proposait pas de la détruire pour lui substituer quelque chose de nouveau; elle ne cherchait qu'à lui arracher des avantages de salaire et d'heures de travail. Elle n'avait pas de conscience révolutionnaire au sens politique du mot et là-dessus le Trade Unionisme ne lui apportait aucune solution. Le Trade Unionisme acceptait comme un état de fait la structure capitaliste de la société, comment en serait-il venu à l'idée de la détruire sans se détruire lui-même? Il avait donné un corps au prolétariat, mais il avait oublié de lui fournir une tête... L'échec de la grève générale, c'est la faillite du Trade Unionisme à résoudre les problèmes de notre époque, c'est la faillite de tous ceux qui croient que l'élan spontané du prolétariat suffit pour tout emporter.

Il y avait cependant des chefs à la tête des Trade Unions. Ces chefs ont basement trahi non seulement les intérêts politiques et historiques du prolétariat, ce qui est presque normal, mais ils ont trahi la cause étroitement travailliste qu'ils défendaient, ils ont trahi leur chair, leur pensée et la raison qui les avait fait accéder aux postes qu'ils occupaient. Leur imputer la défaite prolétarienne est juste du point de vue de la responsabilité immédiate d'hommes d'action; mais c'est une explication tout à fait *insuffisante* du point de vue historique. Ces hommes sont la pourriture secrétée par le Trade Unionisme, comme l'urine est secrétée par les reins; ils sont une pourriture inhérente à toute l'activité antérieure du prolétariat Anglais, car on peut dire qu'ils sont le legs laissé par la reine Victoria en mourant à la classe ouvrière.

Certes, comme membres du Comité Anglo-Russe, ils se drapaient en des formules radicales, mais l'Angleterre a connu assez longtemps le régime libéral pour connaître le sens du mot démagogie. Cautionnés par les syndicats soviétiques, ils ont eu tout les atouts pour juguler le mouvement et les sachant bons serviteurs du roi nous aurions tort de le leur reprocher.

La classe ouvrière a été vaincue en tant que classe; elle a abdiqué tout son pouvoir entre les mains des bureaucrates qui parlent en son nom. Tel est le sens de toutes les tentatives de paix sociale connues sous le nom de « Mondisme » et maintenant de la venue au gouvernement du Labour Party. Depuis 1926 la succession du vieux Trade Unionisme comme direction des masses est ouverte. Il a bien un cousin germain dans le travaillisme parlementaire, mais son grand âge l'a rendu paralytique, et présentement il n'a pas d'autres héritiers. Nous avons déjà montré (1) comment l'évolution

(1) *Lutte de Classes*, n° 14.

historique de la classe ouvrière Anglaise ne lui avait pas permis de constituer un puissant parti politique de masse. Les fautes multiples commises par l'Internationale Communiste depuis la grève de 1926 l'ont empêché d'exploiter la vague révolutionnaire comme il était possible. Le mouvement minoritaire des syndicats après un moment de vogue est actuellement retombé au niveau du parti communiste c'est-à-dire moins que rien.

Le Trade Unionisme a reçu une blessure mortelle dans les journées de Mai 1926. Aucun médecin ne pourra jamais lui rendre sa vie passée, car il n'y a plus de place pour des solutions réformistes aux problèmes de l'Angleterre moderne. Il n'est plus au milieu de la Société qu'un cadavre qui pue et empoisonne la conscience ouvrière. Si le prolétariat veut se sauver et sauver l'Angleterre de la misère et de la déchéance économique, il lui faudra chasser les miasmes qu'il respire, parvenir à une conscience nouvelle et se donner une tête, un parti communiste.

PAUL SIZOFF.

Sociologie officielle et sociologie révolutionnaire (I)

Cette ébauche d'une critique marxiste de la Sociologie bourgeoise en France, a dans notre esprit une destination surtout pratique. La lutte contre l'enseignement officiel de la bourgeoisie, même et surtout lorsqu'il se camoufle derrière le masque de la libre-pensée démocratique est une tâche pratique qui s'impose aux éducateurs révolutionnaires. Tel militant de l'enseignement qui se conduit en excellent révolutionnaire, continue à penser dans des cadres qui sont ceux de la pensée bourgeoise. C'est une contradiction qu'il faut lever. La lutte contre le régime intérieur dans les écoles de la bourgeoisie, doit s'accompagner d'une lutte contre l'enseignement de classe de la bourgeoisie. Les jeunes normaliens se sont déjà plusieurs fois signalé par leur attitude révolutionnaire. Ils doivent eux et les maîtres révolutionnaires qui les soutiennent, mener aussi le combat contre la nature de l'enseignement qui, sous une forme ouverte et sournoise, leur est imposé. C'est à eux que l'on s'adresse surtout.

I. — L'AVENEMENT DE LA SOCIOLOGIE OFFICIELLE ET LE RECU DE LA TRADITION INDIVIDUALISTE LIBERALE.

L'enseignement de la sociologie est devenu en France un enseignement d'Etat. Il a pénétré déjà les trois ordres d'enseignement : l'enseignement primaire supérieur en constituant une des matières du programme des Ecoles Normales, l'enseignement secondaire en devenant une des matières à option du programme de la classe de philosophie, l'enseignement supérieur par le certificat de morale et de sociologie de la licence d'enseignement de philosophie. Le fait essentiel c'est l'inscription de la sociologie au programme des Ecoles Normales : il manifeste la volonté de pénétrer par la base l'enseignement public d'esprit sociologique en agissant sur l'esprit des futurs maîtres.

L'enseignement obligatoire de la Sociologie dans les établissements d'Etat, c'est, en fait, l'enseignement des doctrines de l'Ecole Sociologique Française de Durkheim. Cette école s'est acquis un monopole de fait et peut-être plus, car c'est dans le sens de ses efforts que la reconnaissance officielle de l'enseignement de la sociologie s'est effectuée. Sa lutte pour la reconnaissance officielle de la Sociologie a été la lutte pour la reconnaissance de

sa sociologie. Le manuel de Sociologie en cours dans les Ecoles Normales, est le manuel d'Hubert, représentant notoire de l'école. Dans l'enseignement supérieur ses représentants détiennent un nombre important de places fortes à Paris avec Bouglé à la Direction de l'Ecole Normale Supérieure, Fauconnet à la chaire de Sociologie de la Sorbonne, Marcel Mauss aux Hautes Etudes, en province avec Davy à Dijon, Hubert à Lille, Halbwachs à Strasbourg. Si ses volontés envahissantes dans le domaine entier des sciences dites morales ont été réprimées par la résistance des spécialistes en place en Histoire, en Economie Politique et en Droit, notamment, où triomphe encore l'esprit du libéralisme individualiste, si les philosophes officiels, menacés par la concurrence jusque dans leur domaine propre de la métaphysique font des réserves, elle règne sans conteste dans son domaine propre où aucune tentative de résistance sérieuse ne lui est opposée, et comme nous l'avons vu, elle a réussi à pénétrer l'enseignement par sa base et à s'assurer le concours de l'Etat, ce qui est autrement avantageux que de gagner immédiatement les superstructures par voie de persuasion.

La Sociologie de l'Ecole Sociologique Française, par là même qu'elle s'est assurée du concours de l'Etat, tend à devenir tout autre chose qu'une simple mode intellectuelle ou la fantaisie d'un penseur isolé. Elle tend à se hausser, comme ç'a toujours été son objet, presque à la dignité d'un phénomène social ou plus exactement de reflet d'un phénomène social. On peut mesurer la distance qui sépare par le fait de sa reconnaissance officielle l'Ecole Sociologique Française de nos jours de la « Sociologie » d'Auguste Comte qui, au siècle dernier, dût mener toute sa vie une lutte âpre contre l'enseignement d'Etat, dont l'école qui se promettait la conquête du monde, a fini par dégénérer en petite secte mystique qui n'intéresse plus que les amateurs de « religions inconnues ».

Ce succès, l'Ecole Sociologique Française, ne se l'est pas tant assuré par la qualité scientifique de son travail, que parce qu'elle a réussi, en se donnant comme science, à devenir une conception philosophique d'ensemble, une métaphysique fortement dogmatique et scolastique, et par là même propre à l'enseignement didactique. Sa réussite procède de ce qu'elle a su jouer à la fois sur les deux tableaux complémentaires de la pensée bourgeoise : le Positivisme et le Mysticisme. Par son apparent Positivisme, son souci de rigueur expérimentale, d'objectivité, elle a su bénéficier du prestige que la bourgeoisie, la bourgeoisie française, héritière de l'Encyclopédie et des lumières du 17^e siècle en particulier, a toujours su attacher au mot de science, mot magique par lequel elle a toujours exprimé sa volonté de se poser en héritière en même temps qu'en fossoyeur du pouvoir spirituel représenté dans la Société monarchico-féodale par le clergé catholique. Par son Mysticisme elle a réussi à satisfaire le contre-courant de méfiance à l'égard de la science et de ses tendances à la désorganisation sociale qui s'est toujours également manifesté dans la bourgeoisie, en montrant qu'elle contenait une Morale, une Religion et même une métaphysique spiritualiste, capables de sanctionner toutes les institutions de l'ordre social établi. Sa réussite est d'avoir trouvé un

équilibre qui satisfasse l'une et l'autre de ces tendances, et d'avoir su neutraliser en apparence la contradiction dialectique qu'il dévore la pensée bourgeoise, issue d'une attitude de conservation. Son grand mérite est d'avoir inventé une doctrine conservatrice de la démocratie bourgeoise en sanctionnant avec toutes les pompes de la science et de la métaphysique réunies son avènement de fait. La faveur dans laquelle l'Etat bourgeois tient son Ecole Sociologique, c'est la reconnaissance de l'avoir justifié scientifiquement en même temps que de l'avoir assuré de sa sainteté.

La démocratie bourgeoise, dans l'avant-guerre et à la fin du siècle dernier, s'était en effet rendu compte que son attitude positiviste dans les sciences de la nature, s'était doublée d'une attitude franchement mystique quant à elle-même et à sa justification propre. Elle s'était assise sur toute une mythologie des droits de l'Homme éternel et isolé, et de la toute-puissance de la Raison abstraite non moins isolée et éternelle, qui formait le plus clair de la tradition individualiste libérale. Par un curieux renversement c'était le clan réactionnaire qui semblait vouloir prendre une attitude positive et objective en face de la Société, opposant à l'absolu de l'homme éternel et isolé, le relativisme de l'homme historique et social, montrant dans Rousseau un fou mystique enfermé dans des abstractions anti-sociales et dans Kant le rêveur d'un monde social intelligible séparé du monde réel. Le privilège de la Sociologie objective semblait donc être à droite avec la tradition contre-révolutionnaire de De Maistre et de De Bonald, avec les éléments conservateurs du Positivisme Comtiste isolés par le Maurras de *l'Enquête sur la Monarchie*, avec le Taine des *Origines de la France contemporaine*. D'autre part, à gauche, la Sociologie, n'aurait-ce été que par la similitude des mots, semblait se confondre avec le Socialisme (on n'oubliait pas les origines saint-simoniennes du Comtisme), et, qui pis est, avec le matérialisme historique de Marx et d'Engels, nettement révolutionnaire. Attaquée à droite et à l'extrême-gauche au nom du réalisme social, la tradition individualiste libérale de la démocratie bourgeoise semblait devenir une position difficilement tenable au moment même où l'Etat Démocratique bourgeois était le mieux assis. Il fallait donc, pour parer à la fois au danger révolutionnaire et au danger réactionnaire, inventer une nouvelle justification à la démocratie bourgeoise sous une autre forme que celle de ses idéaux mystiques désormais périmés.

L'auxiliaire de cette transformation, l'Etat bourgeois, ne pouvait le trouver chez les écrivains qui sont en fait indépendants de lui et ordinairement portés aux idées anti-démocratiques par leur suffisance et leur gloriole, mais chez les professeurs qu'il tient directement et où il trouve des serviteurs plus fidèles. C'est dans ce jeu d'action et de réaction qu'il faut chercher le secret de la réussite officielle de l'Ecole Sociologique française. La nouvelle venue, issue des milieux démocratiques de gauche des professeurs, devait rencontrer de sérieuses résistances avant de s'imposer, et non seulement à droite, mais surtout dans les anciens cadres formés par la tradition individualiste et libérale, menacés dans

leur prééminence, pour qui la sociologie avait toujours un relent de réaction ou de révolution, craignant toujours de se trouver nez à nez avec De Bonald ou Karl Marx. C'est par son œuvre patiente et tenace, et surtout son habile dosage des éléments positivistes et mystiques, conciliant le Positivisme et le Mysticisme dans le respect des faits acquis et donnés (la démocratie bourgeoise elle-même en l'espèce), que l'Ecole Sociologique française devait vaincre sans bruit en prenant possession du dernier et plus sûr repaire de la tradition individualiste libérale : la formation des futurs maîtres de la démocratie.

Il ne faudrait pas croire cependant que toute cette évolution qui aboutit à longue échéance, mais d'une manière sûre, à la substitution de la Sociologie à la tradition individualiste libérale comme forme officielle de la pensée démocratique bourgeoise, se soit accomplie seulement en vertu d'un jeu d'actions et de réactions dans les superstructures de la pensée philosophique et de l'Etat et sans l'intervention de la structure sociale elle-même. L'Ecole Sociologie Française doit l'accélération de son avènement d'abord à la guerre : la guerre, mieux que tout autre phénomène, a montré aux bourgeois la vanité de leur tradition individualiste libérale, la petitesse de l'individu en face des grands remous collectifs, son impuissance devant l'Etat, la sinistre plaisanterie de la libre pensée de MM. les professeurs délivrés de toutes les entraves extérieures. La mobilisation et l'Union sacrée ont montré qu'il n'y avait plus une poussière d'individus tous libres et égaux, mais un seul animal très élémentaire. La guerre a ainsi contribué à faire éclater la contradiction entre le mythe et la réalité et incité les esprits à chercher une nouvelle forme d'équilibre. L'après-guerre a fait plus encore en bouleversant les conditions d'existence de la classe sur qui reposait la tradition individualiste libérale. La France d'avant-guerre était encore un pays de petite-bourgeoisie et de paysannerie relativement peu industrialisée par rapport à ses voisins anglais et allemands, avec une économie peu concentrée, animée de l'esprit de la libre concurrence. La tradition individualiste libérale qui réduit la société à une poussière d'atomes individuels, tous libres et égaux, était l'expression mystique de cette structure sociale au reflet duquel le souvenir de la grande Révolution et des Epopées de l'Empire donnait comme un rayonnement glorieux. Sans doute déjà de nouvelles conditions économiques, incitaient à compléter le mythe par la notion de solidarité à laquelle cette bonne vieille bête de Léon Bourgeois voulait faire un sort; mais en règle générale le petit bourgeois satisfait politiquement et économiquement contemplait avec béatitude une grande ombre de lui-même dans le ciel des idéaux démocratiques : l'homme éternel de la Déclaration des Droits.

Mais avec l'après-guerre l'atmosphère de sécurité qui enveloppait l'existence matérielle de la petite-bourgeoisie a disparu et la grande ombre a commencé à décliner et à se perdre dans une nuit assez obscure. La petite bourgeoisie, ruinée économiquement et affaiblie politiquement, a pris conscience de sa fragilité, elle s'est sentie menacée dans son rêve d'éternité, dominée par

des forces extérieures. La grande bourgeoisie parvenue définitivement à l'hégémonie sociale, s'est accoutumée à penser les choses en série et en gros, et non plus une à une, de manière assez étrangère à la tradition libérale individualiste. La production s'est concentrée, les groupements sociaux d'intérêts se sont concentrés. La liberté individuelle et le respect de l'individu sont apparus comme des choses de moins d'importance en face des intérêts de groupe. Les entraves à la légalité démocratique, lorsque l'intérêt de la lutte de classes l'exigeait, sont devenues plus fréquentes, et l'Etat démocratique bourgeois semble évoluer dans sa structure et dans ses réactions. Il est caractéristique de voir que les partis de gauche, dépositaires de la tradition sacro-sainte, réagissent très faiblement à cet égard (l'activité de la Ligue des Droits de l'Homme est devenue très platonique) quand ils ne cherchent pas à l'accélérer, comme le parti socialiste avec la loi Paul-Boncour. On ne va ni au fascisme ni à la réaction, mais vers une forme de démocratie capitaliste moins soucieuse des droits de l'individu, un peu sur le type de la démocratie capitaliste américaine et qui correspond à l'ascension définitive de la grande bourgeoisie à une économie qui n'est plus celle de la libre concurrence. A cette nouvelle forme de démocratie capitaliste s'adapte une nouvelle forme de pensée démocratique officielle dont l'organe est l'Ecole Sociologique Française, et la fonction de la maintenir et de la sanctifier. C'est parce qu'elle est dans le sens de cette évolution qu'elle a des garanties à réussir. A l'Ecole Sociologique Française la bourgeoisie ne demandera pas de la renseigner scientifiquement sur les principaux problèmes de l'heure car elle l'en sait parfaitement incapable : elle s'adressera plutôt à des enquêteurs spécialisés dans les questions économiques et sociales, comme ceux du *Musée social* ou du *Bulletin Quotidien*, qui travaillent en dehors de toute préoccupation scolastique. Mais elle lui demandera de fournir le mythe officiel d'Etat qui la justifie. La fonction sociale de l'Ecole Sociologique Française n'a pas un caractère technique mais un caractère idéologique. Il s'agit pour elle de travailler à établir certains dogmes, non à éclaircir certains problèmes. Mais pour accomplir cette fonction, elle doit, comme le catéchisme des Droits de l'Homme prenait le masque de la libre pensée rationaliste en dépit de son caractère mystique, prendre le masque de la science objective.

II. — LE TROMPE-L'ŒIL SCIENTISTE DE LA SCIENCE SOCIOLOGIQUE.

Pour réussir dans la fonction qui lui était assignée, l'Ecole Sociologique Française devait se donner le masque de la science lorsqu'en réalité, dans l'esprit même de son fondateur, elle devait être tout autre chose : une morale justifiée par une métaphysique d'allure mystique. C'est ainsi que ne pouvant être réellement scientifique, elle s'est contentée de la façade extérieure de la science : elle a été scientiste. Le scientisme c'est l'attachement à l'apparence de la science et non à sa réalité, aux formes extérieures qui en imposent à l'ignorant, à des contenus dépassés mais par

là même déjà vulgarisés. Le scientisme a triomphé avec l'avènement de la bourgeoisie comme classe dirigeante, avec l'instruction au rabais des classes populaires dont elle a tiré un merveilleux mythe démocratique qui subsiste encore dans le respect et l'admiration que professent pour l'enseignement de l'Etat de classe nombre de maîtres syndiqués. Le scientisme est un merveilleux instrument de prestige social que la bourgeoisie fait fonctionner à son profit en justifiant son règne comme celui de la Raison scientifique perçant d'un mystérieux rais de lumière les ténèbres accumulées par l'obscurantisme religieux, en justifiant la prééminence du bourgeois sur l'ouvrier comme celle de l'homme éclairé sur l'ignorant. Rien d'étonnant dans ces conditions, à ce que la bourgeoisie cherche à pénétrer d'un vernis de sociologie scientiste son enseignement populaire, qu'elle cherche à compléter le catéchisme démocratique des droits de l'homme par une justification d'allure plus « scientifique » de sa propre domination de classe. Deux des ouvrages de Durkheim, le fondateur de l'Ecole, sont particulièrement représentatifs de cet esprit : les *Règles de la Méthode Sociologique* et la *Division du Travail social*. L'un fournit la théorie, l'autre l'application, si l'on ose employer ce langage de caserne qui reflète pourtant les strictes intentions de l'auteur.

Il est clair en effet que la prétention de constituer, avant même qu'une science ait prouvé sa réalité par le fait, un corps de règles de méthode élaborées dans l'abstrait, qui ne demanderont plus qu'à être appliquées, n'a rien à voir avec la pratique réelle de la science qu'on ne saurait ainsi diviser en deux temps distincts. C'est un préjugé idéaliste que de distinguer la méthode d'une science de son contenu dans lequel on ne verrait plus qu'une matière malléable prête à se soumettre à des règles formelles, lorsqu'en réalité, ici comme partout, les règles abstraites ne sont que le reflet des opérations concrètes. Ce qu'on entend par méthode d'une science, ce sont des règles techniques très précises qui supposent un contact avec une matière particulière comme celle des archivistes ou des microphysiciens ou bien de grandes hypothèses méthodiques au sens propre parce qu'elles frayent un chemin à travers l'analyse de la réalité dont elles définissent les grandes articulations, comme l'atomisme en chimie physique ou le matérialisme historique en Sociologie. Pour Durkheim qui est également hors d'état de donner des règles techniques précises, puisqu'il n'a pas de contact suffisant avec la matière scientifique, et de formuler une grande hypothèse puisque le travail proprement scientifique ne l'intéresse qu'au second plan, la constitution d'un corps de règles aussi abstraites que vagues n'est qu'une ressource de prestige scientiste et la collection des artifices qui permettent le glissement du mode indicatif de la science au mode impératif de la morale.

Tous les petits jeunes gens en mal de baccalauréat ont appris dans les manuels de philosophie que les caractéristiques générales de l'esprit scientifique étaient le souci de l'objectivité et la recherche du déterminisme. Durkheim, en transportant ces pieuses recommandations dans ses deux premières règles de la méthode,

ne fait que contracter une assurance scientiste à l'usage du public semi-cultivé sur l'esprit scientifique en général. *Il faut, dit-il, considérer les phénomènes sociaux comme des choses*, les envisager dans leurs caractères externes et facilement mesurables, ne les étudier que dans leur corrélation avec d'autres phénomènes sociaux et non avec l'arbitraire des actions individuelles. Mais il ne cherche en aucune façon à approfondir la nature de ces exigences et à leur donner une signification concrète en relation avec le contenu sociologique proprement dit, à déterminer ce qui est subjectif et ce qui est objectif, ce qui est déterminant et ce qui est déterminé dans la vie sociale.

C'est, au contraire, cette recherche qui donne leur orientation particulière aux travaux de Marx et d'Engels, qui constitue leur effort pour donner un caractère précis à ces exigences générales de l'esprit scientifique. L'exigence d'objectivité conduit en toute science à ne pas s'en tenir au témoignage de la conscience immédiate, à distinguer l'apparence subjective de la réalité sous-jacente. Le physicien ne saurait étudier la chaleur à travers la sensation thermique, mais dans la dilatation d'un corps, et c'est seulement dans cette mesure que l'étude de la chaleur est devenue scientifique. De même la sociologie ne saurait étudier la structure sociale à travers la conscience morale, religieuse, juridique ou politique qu'en prennent les hommes, mais dans sa réalité : l'action en commun des hommes pour satisfaire leurs besoins, les phénomènes de production et d'échange. C'est ainsi que l'exigence d'objectivité conduit Marx et Engels à discriminer de manière précise ce qui est subjectif et ce qui est objectif dans la vie sociale : la superstructure consciente et subjective et la structure matérielle objective. Il en est de même pour l'exigence du déterminisme : on ne pourra chercher le facteur déterminant de la vie sociale dans la conscience subjective qui par hypothèse est conscience de quelque chose, mais dans ce dont elle est consciente : la réalité objective des rapports de production et d'échange entre les hommes. L'exigence d'objectivité et l'exigence de déterminisme n'en font qu'une et elles prennent leur signification concrète en sociologie par le primat de l'économique qui, inversement, ne saurait être compris que dans son rapport avec ces exigences profondes de l'esprit scientifique.

Si Durkheim cependant se soucie fort peu d'assigner un contenu précis à ses maximes générales, il se soucie beaucoup de garantir son entreprise d'atteintes procédant du véritable esprit scientifique. C'est en ce sens qu'il faut interpréter l'étrange postulat par lequel il complète la maxime du déterminisme : *un fait social ne peut être déterminé que par un fait social*, c'est-à-dire qu'il n'y a pas seulement déterminisme dans la société, mais que le déterminisme social est isolé, indépendant des autres déterminismes de la nature. Cette prétention d'autonomisme rigoureux qu'on ne saurait en réalité retrouver dans aucune autre science, puisque l'investigation d'un objet de la nature, sous quelque angle particulier qu'il soit envisagé, suppose nécessairement un appel aux résultats des autres sciences dont aucune ne peut se fermer à aucune autre,

ne prend un sens clair que comme artifice destiné à fermer la bouche aux gèneurs, quelles que soient par ailleurs les compétences. A chacun sa spécialité, on est prié de s'occuper de ce qui vous regarde, c'est à peu près avec un tel raisonnement que les spirites se débarrassent des médecins et des physiciens : une manifestation spirite n'est déterminée que par une autre manifestation spirite. Retenons seulement comme conséquence de cette étrange attitude que les phénomènes sociaux se trouvent ainsi déracinés de leur rapport concret au milieu naturel de l'activité humaine, et que ce rapport qui est précisément le rapport économique perd toute réalité intelligible entre la base matérielle des sociétés et les diverses manifestations de la vie sociale.

Les règles pour l'application de la preuve procèdent du même esprit ; il s'agit surtout de l'établissement de la fameuse méthode comparative. C'est à Stuart Mill, grand homme des manuels de baccalauréat, mais dont la méthodologie, si elle est chère aux futurs bacheliers et aux spirites, n'a jamais eu rien de commun avec l'esprit scientifique proprement dit, qu'il faut appeler. La méthode comparative sera fondée sur la règle des variations concomitantes de Stuart Mill : on applique la preuve en montrant que deux espèces de phénomènes sociaux, par exemple le suicide et le défaut d'intégration aux groupes sociaux varient ensemble dans des conditions historiques et géographiques très diverses. La matière de la méthode comparative c'est l'histoire où la sociologie trouvera ses exemples ; mais Durkheim ne se soucie pas d'aborder le difficile problème de la critique historique et il conseille avec allégresse au sociologue de bâtir sur ce sol mouvant sans paraître s'apercevoir qu'une telle entreprise exige une refonte sociologique de la critique historique : un effort pour déterminer le degré de véracité et d'exactitude des documents, en fonction de ce qu'il y a d'objectif dans la vie sociale où se trouvent engagés les témoins. D'autre part la méthode comparative prise en elle-même n'a aucun rapport avec l'esprit scientifique. La recherche scientifique ne consiste pas à comparer, à rapprocher des exemples hétéroclites pour illustrer une idée générale, mais à analyser une réalité concrète et particulière dans les éléments qui la constituent. La méthode comparative de Durkheim ne peut jouer que sous condition d'une vaste abstraction des conditions particulières déterminantes de tous les phénomènes qu'il cite à titre d'exemple, des hétérogénéités géographico-historiques de toute espèce. C'est une méthode pour gens pressés qui veulent éblouir leur prochain par des vues d'ensemble séduisantes et convenablement illustrées, la confusion radicale de l'illustration d'une idée avec une démonstration scientifique, le meilleur moyen de laisser échapper la proie concrète des choses pour l'ombre abstraite d'une idée. A cette méthode on peut opposer celle de Marx dans *le Capital*, lorsqu'étudiant la genèse du capitalisme il se tient à l'analyse d'un exemple concret : l'évolution de l'Angleterre qui, ramenée à ses éléments constitutifs, devient une donnée typique pour éclairer, dans des circonstances différentes dont il faudra tenir compte, des évolutions du même ordre.

Faire grief à Durkheim du peu de sérieux de toutes ces pré-

tendues règles de méthode, l'accuser de faiblesse intellectuelle, serait cependant se tromper radicalement : Durkheim est scientifique, et non scientifique, sans se laisser prendre vraiment à son propre jeu, parce que son objet est d'arriver par les voies les plus courtes et les plus économiques à la morale. Nécessité fait loi de brûler rapidement les étapes.

Une seconde clause de règles de la méthode est constituée par l'ensemble des artifices qui permettront le glissement des propositions d'apparence scientifique aux impératifs moraux sans heurt et par voie de simple confusion : ce sont les règles en vue de la définition du fait social, de la discrimination du normal et du pathologique, de la cause et de la fonction.

Le fait social est défini par Durkheim par son *caractère de contrainte extérieure pour la conscience individuelle*. Il peut sembler étrange que Durkheim définisse le fait social par un caractère manifestement subjectif et interne lorsqu'il recommande par ailleurs de définir les différents faits sociaux par leurs caractères externes ; il peut sembler également étrange de voir donner comme définition du fait social un signe subjectif qui s'appliquerait tout aussi bien au sentiment individuel de la réalité du monde extérieur et de n'importe quelle autre réalité particulière. C'est qu'au fond l'objet de Durkheim est de donner une définition du fait social qui puisse être équivalente de celle du devoir moral et préparer ainsi l'affirmation que la base de la vie sociale est dans la conformité aux institutions sociales établies : Société = contrainte, contrainte = devoir, devoir = moralité. Les règles pour la détermination du normal et du pathologique sont également le produit d'une étrange sophistique. Durkheim reprenant d'ailleurs en cela le sophisme de Quetelet, le théoricien de « l'homme moyen », joue sur les mots en ramenant la moyenne statistique objective à la norme morale, colorant la moralité d'objectivité scientifique et l'objectivité scientifique de moralité : sera normal le phénomène qui se reproduira dans la moyenne des sociétés d'un type déterminé, pathologique le phénomène inverse.

De la sorte les phénomènes objectifs seront situés à des niveaux de dignité différents selon leur plus ou moins de fréquence identifiée à la norme morale. On ne saurait bien entendu retrouver cette maxime ni en biologie où l'identité profonde du phénomène normal et du phénomène pathologique est, au contraire, la règle, ni même dans l'art pratique de la médecine où rien n'est plus normal au sens de Durkheim qu'une maladie. La maxime de Durkheim est cependant d'une grande utilité pour l'usage de la méthode comparative telle qu'il l'entend aussi bien que pour les fins morales qu'il vise : elle permet de ne pas tenir compte de faits contradictoires gênants pour la théorie en les reléguant dans le domaine du pathologique. Selon Bacon la distinction de l'induction vulgaire par énumération simple et de l'induction scientifique réside dans le fait que celle-ci tient compte des exemples contradictoires, de ce qui confirme aussi bien que de ce qui infirme. Il citait à ce sujet la parole d'un philosophe ancien qui pénétrant dans un temple et contemplant les nombreux ex-votos

dus à la reconnaissance des malades guéris par le dieu, demandait où se trouvaient les inscriptions de ceux qui n'avaient pas été guéris. Mais les pieux soucis de conformisme social de Durkheim lui font préférer les méthodes de l'induction vulgaire, c'est-à-dire des ex-volos. Il y a cependant des cas où les exemples contradictoires sont trop nombreux et trop criants pour ne pas porter ombrage à la norme morale, où la distinction du normal et du pathologique sous forme de calcul des moyennes se trouve en défaut. Durkheim utilisera alors une autre ressource : la distinction des conditions déterminantes d'un phénomène et de sa fonction.

Pour comprendre cette distinction, il faut comprendre comment Durkheim oscille entre une attitude purement mécaniste à laquelle le pousse sa volonté scientiste de paraître objectif et le finalisme qui lui est inspiré par sa volonté d'aboutir à la morale, mais qui a mauvaise presse scientiste depuis que les gens ont appris à l'école le système de Copernic. Il cherche un compromis en transposant une explication darwinienne du domaine biologique au domaine social : les variations organiques subsistent pour des raisons d'utilité fonctionnelles accidentelles par rapport aux conditions déterminantes qui les ont engendrées. Mais en réalité la marche de Darwin est symétriquement inverse de Durkheim : tandis que Darwin avait la volonté de résorber une apparence finaliste dans une explication mécaniste, Durkheim cherche un artifice pour appliquer son critérium du normal et du pathologique à des cas dans lesquels il ne joue plus sous la forme précédente ; un phénomène social qui entrera en contradiction avec les exigences « morales » que Durkheim lui aura assignées sera réputé pathologique, ce qui permettra d'escamoter les conditions objectives parfaitement normales qui l'ont déterminé à l'existence. Bien entendu, Durkheim se garde fort de donner à l'explication finaliste la seule signification positive qu'elle puisse avoir en sociologie (où l'accusation d'anthropomorphisme tombe par le fait même qu'on est entré dans le domaine humain), comme expression des buts et des intérêts des classes en mouvement ascendant dans la société. Il s'en garde parce que ce serait dévoiler tout le nœud du système : révéler la nature des fameuses exigences morales qui lui donnent son orientation. Telle est la théorie dans les *Règles de la Méthode Sociologique*. Examinons maintenant l'application dans la *Division du Travail Social*.

A. ARIAT.

(A suivre.)

NOTE

L'exportation de capital français aux colonies et à l'étranger

Le numéro du 11 Janvier de l'*Europe Nouvelle* contenait un matériel documentaire intéressant sur le financement des colonies françaises, et l'exportation de capital à l'étranger. Nous en reproduisons ici les données principales.

I

« Nous avons été chiches pour nos colonies, écrit le rédacteur. Nous y avons pratiqué, financièrement, une économie primitive, plus voisine de celle du chasseur que de celle de l'agriculteur. La rude vérité est qu'on ne tire pas plus de richesses d'une colonie qu'on ne tire de récoltes d'un champ, sans y enfouir d'abord son travail et son argent, sans l'y investir avec méthode et esprit de suite, et sans accepter un risque mûrement réfléchi. Cette vérité, il semble qu'on n'ait pas osé la regarder en face et encore moins la dire aux électeurs et aux épargnants de la métropole. »

Sur 3.300 valeurs figurant sur les cotes de la Bourse de Paris, les valeurs concernant les colonies françaises, les protectorats et les pays sous mandats sont approximativement du nombre de 360, c'est-à-dire de 11 0/0 seulement.

Leur rendement est à la fois *faible*, et *instable*. Par exemple un groupe de 39 valeurs indochinoises, capitalisés à 1 milliard 1/2 de francs, n'a rien distribué en 1929. Les 31 autres, pour une capitalisation boursière de 8 milliards 1/2, ont réparti 126 millions, soit une moyenne de 1,87 0/0. Selon le rédacteur, la large clientèle « n'y trouve pas son compte », car il vaut mieux « un moineau dans la main qu'un pigeon sur le toit ».

Naturellement il faut rectifier cette appréciation en disant que si les épargnants n'y trouvent pas leur compte, les grandes banques et les conseils d'administration y trouvent le leur. Le dividende

versé aux actionnaires est faible, mais les sociétés augmentent leur fonds de réserve ou leur capital, et les administrateurs touchent de larges émoluments. Une poignée de financiers s'enrichit alors que la masse des petits actionnaires est frustrée.

Mais la faiblesse générale du marché des colonies se traduit aussi par la maigre part des colonies dans le commerce extérieur de la France. En 1927, cette part a été de 14 1/2 %, de 16 1/2 % en 1928. En 1929, cette part dépasse presque 20 %. C'est peu si on compare ces chiffres aux déclarations statistiques de Tardieu qui affirma à Londres que la part des colonies dans le commerce total de la France se montait à 66 %; notons en passant que, pour se livrer à cette supercherie qui ne trompe personne, Tardieu comprenait dans ce pourcentage le commerce des colonies et protectorats avec les pays *autres que la France*. En tout cas c'est une proportion plus élevée que les 11 % de valeurs coloniales cotées à la Bourse de Paris.

La comparaison avec le marché des valeurs coloniales, à Londres, est très instructive. Naturellement il ne peut s'agir de chiffres absolus, car l'empire colonial de la bourgeoisie anglaise renferme 400 millions d'habitants, tandis que celui des financiers de la Troisième république en contient à peine 60 millions.

Au Stock Exchange les emprunts des colonies, protectorats et dominions se montent à 2 milliards 1/2 de L. st., soit à plus de 315 milliards de francs, répartis ainsi :

	Millions de liv. st.	Milliards de francs
Colonies et protectorats	814	101
Dominions	1.612	200
Egypte et Soudan	117	14,5
	2.543	315,5

Le capital effectivement émis des emprunts des colonies françaises et pays de protectorat est de 1.800 millions. Si l'on tient compte que la majorité de ces emprunts a été souscrite en francs avant 1918, on peut compter ce total pour 8 milliards de francs actuels. Cela fait 2 1/2 % du total émis à Londres alors que les chiffres de la population sont dans la proportion de 15 %. C'est-à-dire qu'à population coloniale égale, la France a investi 6 fois moins de capitaux que les Anglais, — capitaux émis sous forme d'emprunts garantis.

La même disproportion entre les impérialismes britanniques et français existe en ce qui concerne les valeurs de plantation. Le Stock Exchange year book de Londres comprend 725 sociétés anonymes dans les colonies britanniques (le double du nombre *total* des valeurs coloniales françaises). Les capitaux versés de ces 725 sociétés représentant 145 millions de L., soit 200 millions de L. de capitalisation boursière, c'est-à-dire 25 milliards de frs. C'est plus que toutes les valeurs coloniales françaises réunies.

Le tableau de ces valeurs coloniales s'établissait ainsi en 1929 (septembre) :

	Millions de francs Obligations	Millions de francs Actions
Colonies et municipalités	1.616	—
Sociétés agricoles	9	2.277
Banques, soc. foncières	4	4.897
Chemins de fer	1.015	620
Ports	278	88
Gaz, eaux, électricité	181	1.187
Mines	87	7.371
Sociétés commerciales	96	2.172
Sociétés industrielles	12	539
	3.298	19.351
Total général	22.649	

La rédaction de l'*Europe Nouvelle* donne de ce tableau la description suivante : « Ce total n'est pas seulement beaucoup trop faible. Il est de plus réparti d'une manière qui accuse, presque sans commentaires, le manque de programme et de méthode. La première mise de fonds indispensable au succès de toute l'entreprise coloniale n'a pas été faite. Pas de ports bien outillés. Pas de chemins de fer; tout cela ce lit dans les chiffres mesquins du tableau. Dans les entreprises privées montées par actions, on remarquera les indices d'un développement encore à ses débuts : la prédominance des mines et l'importance relativement très forte des banques... La capitalisation des affaires de gaz, d'eaux et d'électricité apparaît encore bien modeste. »

Dans une telle situation, l'emprunt colonial de 3 milliards 600 millions prévu par Tardieu dans son plan d'aménagement n'est qu'une très pauvre réalisation. La bourgeoisie française ne se décide pas encore à porter tout son effort du côté de son empire colonial.

II

« D'après certaines estimations (cf. *Pupin* : Richesse privée et Finances françaises), les revenus privés annuels de la France se montaient, avant la guerre, aux environs de 39 milliards; les dépenses étaient supérieures à 32 milliards; l'épargne totale, productive et improductive, pourrait donc atteindre 5 ou 6 milliards.

« La part de cette épargne provenant de l'extérieur, c'est-à-dire l'excédent de la balance des comptes — créditrice malgré le déficit de la balance commerciale — représentait en 1913 une somme d'environ 2.350 millions, dont 1.800 millions avaient été réemployés en achat de valeurs étrangères, et 550 millions introduits en France sous forme d'or. L'épargne intérieure aurait été de l'ordre de 3 milliards à 3 milliards 1/2.

« Sur l'épargne totale, 4 milliards étaient offerts, en moyenne, par an, à de nouveaux placements mobiliers, auxquels s'ajoutait annuellement 1 milliard provenant de remboursements de capitaux anciens ».

Avant la guerre, la *fortune mobilière de la France* pouvait être évaluée ainsi (en milliards de francs) :

	Année 1890	Année 1911	Revenus de ces valeurs	Taux moyen
Valeurs françaises	74	70	2.380	3,40 %
Valeurs étrangères	20	40	1.848	4,60 %
Fortune mobilière totale	94	110	4.228	3,84 %

C'est dire que 39,1 % de la fortune mobilière française était investie à l'étranger; chaque année une somme représentant 36 % à 84 % des placements en valeurs mobilières, était consacré aux titres étrangers.

Répartition des capitaux français à l'étranger à la veille de la guerre :

Pays anglo-saxons	5 milliards
Allemagne	1 »
Autriche	2,5 »
Suisse, Danemark, Suède, Norvège, Belgique, Pays-Bas	2 »
Russie	12 »
Balkans	3 »
Espagne, Portugal	3 »
Italie	1 »
Turquie, Egypte	3 »
Amérique du Sud	6 »
Extrême Orient	2 »
	40,5 milliards

La guerre impérialiste de 1914-18 a bouleversé le portefeuille de la bourgeoisie française. Les dettes extérieures pressantes, dès 1915-16, ont été payées avec les avoirs à l'étranger. Puis la révolution russe et l'écroulement de l'empire austro-allemand ont déprécié partiellement ou totalement la majeure partie de ce qui restait de ces valeurs.

Après la guerre les crédits ne furent plus consentis par l'étranger; la balance des comptes impossible à équilibrer entraîna la chute du franc. Jusqu'à la stabilisation (1928), « la question des placements à l'étranger fut dominée par 4 facteurs exceptionnels, les deux premiers s'opposant à toute reprise normale, et les deux derniers poussant à une reconstitution occulte des avoirs à l'étranger. Ces quatre facteurs sont :

1) L'interdiction de toute exportation de capitaux, nécessaire à la défense du franc.

2) L'absorption des capitaux nécessitée par la réorganisation économique de l'appareil de production.

3) La dépréciation du franc, poussant à la spéculation ou aux placements occultes à l'étranger.

4) La crainte fiscale.

Depuis la stabilisation, les exportations ont repris, assez légèrement.

Evaluations en milliards de francs

	1913-14	1925-26	1926-27	1927-28	1928-29
Valeur mobilière totale de la France..	115	400	465	556	748
Valeurs étrangères .	45	80	60	80	118

« Pour que le portefeuille de valeurs étrangères soit équivalent à celui de 1913, il faudrait qu'il atteigne 225 milliards de francs stabilisés. C'est à peine s'il en dépasse la moitié ».

Depuis la stabilisation la balance des comptes a été favorable. D'après des évaluations approximatives, en 1928, malgré une balance commerciale déficitaire de 4.480 millions, l'excédent de créances représenté par la balance de revenus atteindrait 5.720 millions, contre 2.380 millions en 1913, soit, en or, un peu plus de la moitié du chiffre d'avant guerre.

Cette somme a été consacrée en totalité à des achats d'or pour les besoins de la Banque de France. Maintenant ce débouché disparaît, et l'avenir ouvre à l'impérialisme français la voie nécessaire de l'exportation redoublée des capitaux.

Le déficit doublé en 1929 de la balance du commerce extérieur va accentuer encore la nécessité du placement de capitaux à l'étranger et faire de son développement une condition *sine qua non* de la stabilité de la conjoncture économique — et politique.

III

Il y a une conclusion générale qui ressort des différents chiffres que nous venons d'examiner. C'est la suivante : l'impérialisme français est en 1930 ce qu'il était avant la guerre, un impérialisme *usurier* et non *colonisateur*.

La base technique, industrielle et bancaire de l'impérialisme français s'est beaucoup développée et améliorée depuis la guerre. Cependant elle n'a pas servi à renouveler la politique coloniale de la France. Les capitaux continuent à négliger les entreprises coloniales, pour se diriger vers des pays plus développés d'Europe ou d'Amérique. Cette politique marque la limite des possibilités de développement de l'impérialisme français sur le champ mondial. Aujourd'hui, l'exportation accrue de capital lui est nécessaire, et cependant cette exportation ne peut se faire principalement dans les colonies car elle ne serait pas suffisamment *rémunératrice*. La chasse au profit oblige le capital français à rechercher sa rému-

nération dans l'Amérique du Sud, les Balkans, etc... plutôt qu'à Madagascar ou en Indo-Chine. Mais dans ces pays la concurrence est beaucoup plus âpre que dans son empire colonial. L'impérialisme français est aujourd'hui placé dans une situation difficile, pour cette raison. Certains hommes d'affaires bourgeois clairvoyants cherchent à développer dans la métropole une véritable politique colonisatrice. Mais il semble que la masse des petits épargnants, dont la puissance se reconstitue, ne veuille guère s'orienter dans ce sens.

DANS L'INTERNATIONALE

LA CRISE DE L'ANARCHO-SYNDICALISME ESPAGNOL?

La crise de l'anarcho-syndicalisme espagnol, la destruction de la Confédération Nationale du Travail, « la chute du colosse aux pieds d'argile » comme l'a dit très justement le camarade Maurin, s'est produite lors du choc brutal et violent du puissant organisme syndicat du prolétariat espagnol contre le pouvoir organisé de la bourgeoisie. Le premier manqua, comme il a toujours manqué et en manque encore, d'une ferme base idéologique et d'un programme d'action bien défini. Partisans de « l'action directe et apolitique », de « la lutte économique » du prolétariat, les dirigeants de la C.N.T. ne surent pas organiser leurs forces pour la prise du pouvoir, ne surent pas « s'emparer de la machine d'Etat et la faire servir à leurs propres fins » quand les circonstances dans les années 1918-19-20 y étaient favorables, aveugles qu'ils étaient dans leur « apolitisme », retenus par leur étroite conception libertaire, ne comprenant ni ne cherchant à comprendre l'impérieuse nécessité du régime transitoire de la dictature du prolétariat, comme le pont conduisant du capitalisme à la société socialiste.

Le triomphe de la Révolution Russe, les victoires de l'armée rouge contre les blancs (en fait les victoires de la dictature prolétarienne contre la bourgeoisie, mais les anarcho-syndicalistes n'ont pas su le comprendre ainsi) firent oublier aux anarchistes espagnols leur conception anti-étatique et adhérer à la III^e Internationale. Les syndicats espagnols (la C.N.T.) augmentèrent formidablement leurs effectifs, les masses ouvrières entrèrent en hâte dans les *syndicats uniques*, illuminées par le phare de la révolution triomphante. On vivait alors dans la période ardente et tumultueuse de la guerre civile en Russie. L'armée rouge triomphait, le peuple russe se disposait à restaurer son économie, sa patrie prolétarienne. Par la suite vint la NEP. Les anarcho-syndicalistes qui n'avaient rien compris de la Révolution russe, faute de savoir apprécier la nécessité de la dictature, qui avaient fait adhérer la C.N.T. à la III^e Internationale furent déçus devant l'enthousiasme

des masses pour la Révolution, sans pouvoir comprendre eux-mêmes leur déception comme ils n'avaient pas su comprendre la Révolution. D'un élan sans égal, digne d'une meilleure cause, ils commencèrent la lutte contre l'I. C., contre l'I. S. R., contre la dictature du prolétariat, contre la Révolution russe. Les masses que la chaleur de la Révolution avait fait affluer à la C. N. T., à qui on n'avait rien expliqué, devant le changement brusque et incompréhensible des dirigeants anarcho-syndicalistes, en pleine période de répression anti-ouvrière, quand les rues de Barcelone en particulier et de toute l'Espagne en général étaient arrosées de sang prolétarien, s'éloignèrent avec une rapidité vertigineuse de la C. N. T. pour tomber dans la passivité la plus pitoyable.

La C. N. T. d'Espagne se transforma à pas de géant en squelette décharné réduit à un tas d'os sans articulations. Le désespoir se propagea. Il n'y eût pas moyen d'éviter la débâcle. On dit après coup que la répression gouvernementale avait tué la C. N. T. Mais cela n'est pas certain. De même qu'on n'avait pas su orienter dans un sens vraiment révolutionnaire l'organisme confédéral, on apprécia de façon erronée les causes de sa désagrégation. Il n'est pas certain que la répression ait tué la C. N. T. Ce qui l'a tuée, c'est sa propre tactique de lutte, le défaut d'une orientation idéologique claire, le manque de programme juste. Au lieu d'organiser les masses pour une bataille de classes, pour une lutte collective pour la dictature prolétarienne, on employa des méthodes d'individualisme menant au suicide, on n'éduqua pas les masses, on ne leur fit pas comprendre la nécessité de lutter contre *le pouvoir collectif du capitalisme* — l'Etat; on ne leur enseigna pas à employer leur force collective contre la classe capitaliste en s'emparant de l'appareil d'Etat, en le détruisant et en établissant leur pouvoir — la dictature prolétarienne. Il aurait été impossible d'écraser une organisation de plus d'un million de membres bien organisés, bien disciplinés, dotés d'un programme et d'une éducation révolutionnaire marxiste. La désorientation atteignit son point culminant quand les mêmes qui avaient voté l'adhésion à la III^e Internationale entreprirent l'assaut contre la Révolution russe.

LE COUP D'ETAT DE 1923

Le coup d'Etat du 13 septembre 1923 survint. Primo de Rivera et Martínez Anido, le bourreau du prolétariat catalan, établissaient leur dictature (celle de la classe capitaliste), constituaient leur « Directoire ». Il n'y eût aucune réaction contre la dictature. C'est un mensonge de dire que le P. C. d'Espagne adopta des moyens de lutte, comme le prétendait récemment *L'Humanité*, en falsifiant des dates de déclaration de grèves. A part une petite étincelle en Biscaye et quelques escarmouches des ouvriers catalans, personne ne fit rien pour empêcher l'établissement de la dictature.

Les syndicats de la C. N. T. étaient réduits en poussière; l'organisation réformiste, l'Union Générale des Travailleurs comptait 200.000 membres que leurs chefs maintenaient dans la soumission. à leur gré, dans la plupart des cas empêchant toute action brusque;

le P. C. d'Espagne manquait de l'influence nécessaire pour provoquer un mouvement violent des masses, tel que les circonstances l'exigeaient.

Primo de Rivera et Martinez Anido s'intronisèrent. Le droit de réunion et d'association fut pratiquement annulé pour les véritables organismes révolutionnaires du prolétariat. Des circonstances où les organisations ouvrières eurent à subir l'épreuve se présentèrent. Se soumettre à la légalité sans conditions, comme le firent les chefs des organisations réformistes, c'était tomber dans la collaboration la plus éhontée avec la dictature, dans la collaboration de classes inconditionnelle. Les circonstances étaient impérieuses. Une direction de la C. N. T. qui aurait été douée des plus élémentaires notions de réalisme, aurait réorganisé ses forces (le peu qu'il lui en restait), en s'adaptant aux circonstances, illégalement (pour ce qui concerne son activité révolutionnaire) mais avec profit, bien qu'avec hypocrisie, avec l'hypocrisie que les révolutionnaires doivent utiliser contre un adversaire mieux organisé et équipé que nous (Lénine disait que « parfois les révolutionnaires doivent être hypocrites parce que notre hypocrisie nous garantit des avantages sur notre ennemi de classe), en utilisant la légalité comme moyen de faciliter notre travail illégal, comme lien avec les masses ouvrières. Mais il n'en fut pas ainsi. Les chefs anarcho-syndicalistes adoptèrent des méthodes contradictoires et qui conduisent au suicide — la dissolution des syndicats de Barcelone, la passivité dans l'immense majorité des cas. Ils essayèrent de rectifier par la suite. La confusion la plus lamentable s'empara des dirigeants de l'organisme confédéral et ainsi commença la grande lutte intérieure, qui, aujourd'hui, divise, dresse les uns contre les autres et fait se combattre et s'insulter violemment les chefs de la C. N. T. d'Espagne. Lutte d'idées pour changer ce qu'on a appelé le cours de la C. N. T.? Non, lutte d'individus, de personnes, insistance sur les vieilles méthodes de lutte et confusion alarmante, fille du manque d'orientation ferme et juste, entre les chefs incompetents de l'anarcho-syndicalisme espagnol.

OPTIMISME INFANTILE

On parle beaucoup en Espagne ces derniers temps du retour à un régime constitutionnel. Cela gagne jusqu'à *l'Humanité* qui, dans un article incongru et mal documenté, a tenu à nous mettre le baume dans le cœur avec une bonne marmelade sur la « crise de la dictature espagnole ». A croire ces propagandistes de l'optimisme et de la candeur, nous allons entrer sans peu, dans l'antichambre d'un régime constitutionnel, démocratique, de pleine et idéale démocratie, sans que la classe ouvrière, ni personne (exception faite de quelques militaires excentriques qui n'ont jamais lutté pour venir à bout de la dictature de Primo de Rivera, que dans le but de donner libre cours à leurs propres aspirations de caste), ait jamais rien fait pour son avènement.

Les communistes à la Staline ont oublié l'exemple de la Roumanie et ne tiennent pas compte du caractère même du projet de

constitution que Primo de Rivera pensait établir. Ils ont cependant oublié les excentricités du dictateur, ils ont oublié leur maxime selon laquelle « le fascisme durera autant que le régime capitaliste » et que « seule la classe ouvrière pourra vaincre le directoire ». Est-ce que la classe ouvrière espagnole a déjà accompli son effort titanique et a vaincu ? Est-ce que le capitalisme est déjà abattu en Espagne et les staliniens se disposent-ils déjà à « édifier le socialisme espagnol » ?

Les anarcho-syndicalistes, aussi, ont commencé à se remuer. Tous prétendent avoir agi on ne peut mieux, lorsqu'en réalité ils oublient leurs propres défauts. Quelques-uns préconisent encore aujourd'hui (quand eux-mêmes s'enthousiasment en pensant au rétablissement constitutionnel) la participation des syndicats de la C. N. T. aux « comités paritaires » (ni plus, ni moins que les réformistes de l'U. G. T.), le grand leader Angel Pestana parmi eux. D'autres, les anarchistes purs, comme Jean Peiro, préconisent la dissolution des syndicats plutôt que la soumission au nouveau projet de constitution. En résumé, bien que tous aient commencé à se trémousser de joie à l'approche du nouveau régime, comme le coq à l'approche de l'aube, tous à la fois tombent dans le même océan de confusion qu'au moment où Primo de Rivera fit son coup d'Etat.

Les grands leaders de la C. N. T. d'Espagne, nous ont parlé, ces temps derniers, « du grand redressement de l'organisation confédérale ». Mais voici que le même Comité national, plus récemment encore, publie une déclaration dans laquelle on proclame l'inexistence des Régions, le manque absolu de relations entre les syndicats de province et où l'on dit textuellement que « personne ne cotise pour un centime », c'est-à-dire que la C. N. T. ne compte pas un seul cotisant.

La déclaration du C. N. de la Confédération rend publique, en même temps, la démission du Comité National « tout entier ». Le trouble produit a été énorme. Les périodiques *Despertad* et *Accion Social Obrera* qui sont respectivement l'expression des deux principales tendances qui participent à la vague d'insultes et de grossièretés que se lancent les uns aux autres les chefs de l'anarcho-syndicalisme, sont vaguement un miroir de la véritable crise actuellement traversée par l'organisme confédéral qui, il y a peu d'années encore, faisait tellement peur à la bourgeoisie espagnole qu'il tenait en respect.

QUE FAIT LE P. C. ESPAGNOL DEVANT LA CRISE DE LA C.N.T. ?

Les dirigeants du P. C. espagnol ne se rendent pas compte de la crise de la C. N. T. L'organe central du parti, *La Bandera Roja* est trop occupé à calomnier et à dénoncer les camarades de l'opposition communiste espagnole. L'autre périodique stalinien *Adelante* n'existe que pour calomnier les oppositionnels et publier des incongruités sur « la radicalisation des masses », les « progrès énormes du communisme », « l'avance formidable de l'offensive ouvrière », et « les magnifiques réalisations du P. C. R.

dans l'édification du socialisme ». Tous deux ignorent la crise de la C. N. T.

Auparavant, les dirigeants du P. C. d'Espagne ne surent pas opposer une critique idéologique à la tactique de suicide des anarcho-syndicalistes. Au contraire, la critique communiste contribua en plusieurs occasions à pousser au sectarisme les milieux ouvriers syndicalistes, où se trouvent d'excellents révolutionnaires qui, en dépit de leur équivoque idéologique, ont accompli de grands gestes d'abnégation et montré tant d'enthousiasme. On n'a rien fait pour les éduquer, pour les attirer de notre côté. A part le travail d'éducation réalisé par quelques camarades sortis du camp anarcho-syndicaliste lui-même (Joaquin Maurin, Hilario Arlandiz, Andres Nin entre autres) les dirigeants du P. C. d'Espagne ont beaucoup plus passé de temps à attaquer brutalement, sans arguments scientifiques, les ouvriers syndicalistes et anarchistes, qu'à les éduquer et à les convaincre. Les anarcho-syndicalistes n'acceptaient-ils pas nos formules sur l'unité syndicale ? Ils étaient des parfaits « contre-révolutionnaires », comme nous le sommes aujourd'hui, nous, les oppositionnels qui n'acceptons pas et n'obéissons pas aveuglement à la volonté de Staline. Aujourd'hui les chefs du P.C. espagnol espèrent que leur tour approche de se présenter sur la scène avec la prétention d'avoir été les héros de l'époque.

La C. N. T. peut et doit renaître. Elle a une histoire héroïque. L'ouvrier espagnol de la rue, quoi qu'en disent les staliniens et les social-démocrates, a un fort penchant à l'anarchisme. Ce ne sera pas avec de telles formules d'unité syndicale que l'on gagnera les masses ouvrières au communisme. Unité syndicale, oui. Mais auparavant, éducation des masses pour les pénétrer de la nécessité de son application.

L'U. G. T. réformiste n'est pas encore une garantie qui puisse permettre la réalisation de l'unité syndicale du mouvement ouvrier espagnol. Ses dirigeants se sont trop compromis dans la voie collaborationiste. Il est impossible de se faire entendre aujourd'hui des ouvriers anarcho-syndicalistes si on leur propose l'unité syndicale avec les militants de l'U. G. T. D'un autre côté les chefs réformistes ont exclu des centaines d'ouvriers révolutionnaires qui n'acceptaient pas leur tactique collaborationiste et restent en marge des deux centrales syndicales.

Un des mots d'ordre immédiats de l'opposition communiste espagnole doit être de regrouper toutes les forces exclus de l'U. G. T., de lancer un appel aux syndicats autonomes en vue de l'unité syndicale de la classe ouvrière espagnole. Exclue par les chefs social-réformistes ce serait une tactique de suicide de rester dans l'autonomie stérile où jusqu'aujourd'hui nous sommes restés. La C.N.T. malgré ses erreurs et ses défauts a réalisé un travail révolutionnaire en Espagne. La crise actuelle qui la mine doit être surmontée par tout le monde. Notre poste syndical est dans la Confédération Nationale du Travail, c'est en elle que nous contribuerons à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en réclamant la franche liberté pour exposer nos conceptions tactiques. L'opposition doit lutter pour que le P. C. espagnol se décide à participer à

l'œuvre du redressement syndical. Il faut doter la C.N.T. et avec elle le mouvement ouvrier espagnol, d'un programme d'action bien défini sur la base de la lutte de classes, d'un bagage idéologique et d'une direction compétente, pour qu'à partir de ce moment elle sache accomplir la mission historique qui est assignée à la classe ouvrière.

Les anarchistes peuvent lutter pour orienter l'organisme confédéral. Ils y ont parfaitement droit. Les communistes ont aussi ce droit et nous le réclamons. La classe ouvrière jugera et choisira la meilleure tactique. Mais cette lutte pour le triomphe de l'idée la plus juste ne doit pas faire renaître la lutte brutale et sans base idéologique d'autrefois. Noblement, sincèrement, en camarades et en frères nous défendrons chacun de notre côté nos conceptions et tous nous accepterons de nous soumettre à la volonté de la majorité, une fois adoptée une résolution, quelle qu'elle soit.

Tous à l'œuvre pour vaincre la crise de la C. N. T. d'Espagne et redresser le mouvement ouvrier espagnol!

La dictature de Primo de Rivera reste encore debout, bien qu'en pleine crise (1). Mais le régime capitaliste a-t-il vécu quelquefois sans aucune crise ? Primo de Rivera prépare une nouvelle manœuvre pour tromper le peuple espagnol. Il passera le pouvoir à Martínez Anido ou il restera le maître lui-même. Il le passera peut-être à un autre politicien et masquera le fait par cette caricature de constitution qu'il projette d'établir. Le pouvoir restera aux mains du capitalisme espagnol. Avec ou sans garanties constitutionnelles, la classe ouvrière espagnole a été, est, et sera exploitée et opprimée. Il ne faut pas attendre la chute de Primo pour agir. L'opposition communiste espagnole a là un champ d'action. Le P. C. espagnol devra sortir de la passivité où il se trouve, s'il ne veut pas se voir traîné et assailli par les événements.

HENRI LACROIX.

Barcelone, Janvier 1930.

(1) Cet article a été écrit deux semaines avant la démission de Primo de Rivera.

LETTRE DE GRECE

Nous publions ci-dessous une lettre adressée à la Rédaction de La Vérité mais qui n'a pu encore être publiée.

Salonique, le 9 Novembre 1929.

Camarades,

Dans la revue qui se réclame de l'opposition communiste *Contre le courant* (N° du 22-10-1929) fut publiée sous le titre « Aperçu sur le mouvement ouvrier en Grèce » une correspondance assez longue écrite sous le pseudonyme « M. Klados ».

Cette correspondance comprend un examen succinct du développement du mouvement ouvrier révolutionnaire dans notre pays et de sa situation actuelle.

Dans tout le contenu de la correspondance on s'aperçoit facilement que l'auteur ne s'intéresse pas tant aux faits historiques qu'aux conclusions. Aussi s'efforce-t-il de tirer des conclusions sans scrupules et par quelque moyen que ce soit. Il falsifie la situation réelle des antagonismes de classe en Grèce, afin de pouvoir « démontrer » 1°) que le Parti Communiste de Grèce n'est, depuis sa naissance, qu'une « trahison » (page 19 paragr. 2 : « Le rôle du P. C. G. depuis sa naissance ne fut qu'une trahison du Communisme; au lieu de propager l'idée dans le pays il la combat »); 2°) que l'organisation « Archives du Marxisme » est l'unique organisation communiste en Grèce et 3°) que cette organisation admet les points de vue de l'Opposition de gauche et qu'elle travaille pour eux.

Tout camarade qui aura lu cette correspondance étrange n'aura pas beaucoup de difficultés à comprendre que son auteur n'est absolument pas en état de donner une interprétation objective de la situation générale en Grèce, au point de vue économique et politique, du développement du pays et de son mouvement révolutionnaire. Aussi pour ceux qui ont pris part aux luttes politiques des travailleurs grecs — et la seule qualité de communiste chez lui pré-suppose qu'il prend une part active à ces luttes — ce sera une grande surprise que de rencontrer dans ladite correspondance un assez grand nombre d'inexactitudes historiques, comme par exemple la suivante : (page 19 paragr. 3) : « Le Socialisme fut introduit (!) en Grèce vers 1912-13 par quelques intellectuels bourgeois ayant étudié en Allemagne ». En dehors de la date inexacte concernant la première apparition des tendances socialistes en Grèce, on se trouve ici devant une conception purement formelle et bourgeoise en ce qui concerne les conditions et la forme d'apparition du socialisme dans un pays.

Aucune interprétation marxiste des premières tendances socialistes — beaucoup plus anciennes de 1912 — dans le mouvement ouvrier grec. Aucune

justification objective de ces tendances. Aucune liaison dialectique de celles-ci avec l'évolution économique du pays et son mouvement ouvrier. Les « intellectuels socialistes » qui nous sont venus de l'Allemagne n'ont laissé dans la classe ouvrière d'autres traditions qu'une « sympathie envers les ouvriers » toute bourgeoise, ainsi qu'une sorte d'ouvrierisme de basse qualité, « Philergatismos » des « Sociologues » et des libéraux, mais nulle idée, et encore moins de tradition socialiste.

La formule du correspondant sur cette question équivaldrait à dire : « Le communisme fut introduit en Russie par Lénine et Trotsky ». Nous supposons que le camarade Trotsky se mettrait à rire d'une pareille interprétation, qui veut se faire passer elle-même pour celle du « communisme de gauche » en Grèce.

La même conception erronée et antimarxiste concerne le parti communiste. Celui qui prétend que le parti communiste dans tel ou tel pays n'a joué dès sa naissance que le rôle de traître au communisme, doit indubitablement avoir une confusion inouïe dans la tête; car, la création et le développement du parti communiste dans un pays est un fait historique, un produit des conditions matérielles et historiques de ce pays, le résultat des luttes économiques et politiques de la classe ouvrière et des masses travailleuses en général, le résultat final de leur cristallisation idéologique de classe. Concrètement : Il n'est qu'un phénomène de développement idéologique et politique du mouvement ouvrier dans une période d'antagonisme de classes. Dire donc, après tout cela, que le rôle d'un parti communiste ne fut dès sa naissance que trahison, ce n'est qu'une pure bêtise, si ce n'est l'expression d'une disposition contre-révolutionnaire. Il n'est pas exclu que dans un moment donné la tactique du parti révolutionnaire aboutisse à une catastrophe ou à un retard du rythme de la révolution, ou même à une trahison (la trahison de la Social-démocratie). Mais le cas doit être un cas concret et non général et abstrait. Le Communisme ne fut nulle part traître. Si la direction de l'Internationale depuis 1924, et les fonctionnaires de la bureaucratie Staliniennne en Grèce suivent aujourd'hui une politique fondamentalement opportuniste, se dirigeant tantôt à la droite extrême tantôt à l'extrême gauche, et camouflée par des phrases hystériques pseudorévolutionnaires, cela ne signifie nullement que le communisme soit traître et que le Comintern ou sa section grecque ne soit qu'un groupe de traîtres. La preuve en est l'existence de l'opposition de gauche internationale et l'opposition grecque.

L'opposition de gauche n'est aucunement la négation des partis communistes et du Comintern. Elle est la négation du faux cours suivi actuellement par les partis communistes de tous les pays, elle est l'Internationale même dans sa ligne politique juste, dans sa théorie vraiment marxiste, dans ses méthodes d'organisation justement démocratiques et centralisées. Tous ceux qui n'ont pas compris et ne se sont pas assimilés cette vérité dans leur activité oppositionnelle se sont jetés déjà dans les bras de la contre-révolution. Ceux-ci n'ont rien compris à la situation actuelle de l'Internationale. Contre eux chaque communiste oppositionnel doit défendre les partis.

Mais le correspondant de *Contre le Courant* se voit obligé de présenter la situation du mouvement grec de ladite façon parce qu'il veut justifier l'existence et l'activité d'une organisation en Grèce qui porte le nom d'*Archives du Marxisme*. Cette organisation existe depuis 1922-23. Elle a, par conséquent, développé son activité durant la période où le Parti suivait une tactique juste. Aussi existait-elle à des époques de grandes luttes ouvrières auxquelles, ou bien elle n'a pris nulle part, ou bien elle se dressa contre le Parti. D'où le besoin de

présenter les choses d'une façon justifiant les fautes et les crimes des « archivomarxistes ». Il est vrai qu'un petit nombre d'ouvriers suit les soit-disant « archivomarxistes » et que ces derniers ont mené dans le passé un travail « d'éducation ». Mais depuis 1923 jusqu'à aujourd'hui ils n'ont jamais pris part à une lutte politique, quelle qu'elle fût, de la classe ouvrière grèque, ils n'ont jamais formulé publiquement ni officiellement une idée quelconque ni un programme quel qu'il fût. Ils n'ont jamais poursuivi aucun but politique. Le *leit-motiv* de leur travail propagandiste (qui fut toujours mené par eux volontairement dans de tout petits cercles secrets, pleins de mysticisme et dans une atmosphère d'indignation éthique et individualiste systématiquement cultivée parmi les nouveaux initiés, contre toute personne qui se trouve à des postes du parti et des syndicats) ne contient autre chose que ceci : « Le parti n'est qu'une trahison, tous ses membres ne sont que des provocateurs ou des arrivistes. Venez à nous pour vous éduquer ». C'est-à-dire toute une confusion petite bourgeoise et gréco-anarchisante dans le domaine politique et idéologique.

Cette polémique « archivomarxiste » ne fait, cela va sans dire, qu'aider le régime actuel dans le P. C. G. et sa ligne politique pseudo-communiste. Mais ce n'est pas tout. Les archivomarxistes organisent partout et systématiquement la réaction contre tout travail des membres des partis. Aussi organisent-ils partout — à Athènes, Salonique, Pirée — des actes terroristes contre les ouvriers membres ou sympathisants au parti. On compte déjà plusieurs victimes, tandis que ces étranges « terroristes » n'ont jusqu'à aujourd'hui jamais attaqué aucun représentant de la bourgeoisie et tout cela dans des nuages de mysticisme maladif qui fait des ravages dans la conscience de classe nouvellement réveillée de quelques ouvriers.

Au moment même où le correspondant archivomarxiste de *Contre le Courant* déclare qu'il sympathise avec l'opposition internationale, son organisation ici refuse catégoriquement toute forme politique (publique ou « illégale » — mais il n'y a aucun acte de cette organisation qui soit illégal contre le régime actuel, tous ces actes étant « illégaux » contre les ouvriers du parti) repousse toute discussion publique devant la classe ouvrière sur les problèmes de la crise du Communisme international.

L'opposition communiste en Grèce (« opposition unifiée » du P. C. G. née de la fusion des deux anciens groupes oppositionnels, c'est-à-dire du premier : « Cours nouveau » et de l'autre : « Minorité du Bureau Politique » élu par le 3^e congrès national du Parti) est constitué depuis 1927 et s'est mise immédiatement à lutter ouvertement pour la ligne générale de l'opposition de gauche russe et lutte contre le bureaucratisme Stalinién dans le P. C. G., contre les zig-zag de la direction aventuriste des Staliniens grecs et, malgré la campagne calomnieuse menée contre elle par l'appareil, les camarades oppositionnels ont tenu haut l'étendard du marxisme révolutionnaire dans le pays. Quelle fut l'attitude des *Archives du Marxisme* envers nous lorsque l'opposition grecque jetait la lumière de la critique marxiste sur tous les problèmes du parti russe en publiant pour la première fois les documents de l'opposition ainsi que les documents concernant les questions du mouvement communiste international ? Leur attitude fut ouvertement ennemie.

Quant au passage où le correspondant parle de l'« ex-député communiste » Maximos (page 19 paragr. 1) qui aurait déclaré au parlement « nous communistes, nous sommes contre toute violence », il s'agit d'une question sur laquelle la conception des communistes est de nature tout à fait élémentaire. En réalité il s'agit ici d'un discours où le camarade Maximos développa au

Parlement grec la conception classique sur la violence et déclara catégoriquement que : « comme communistes nous sommes contre la violence qui, à l'encontre des conditions historiques existantes, est appliquée contre nous. C'est-à-dire que nous repoussons la violence réactionnaire. Nous sommes, au contraire, par principe, pour la violence comme nécessité historique inévitable pour le renversement du capitalisme par la classe ouvrière, avant-garde de toutes les masses laborieuses du pays ».

Ainsi, le camarade Maximos condamna du haut de la tribune parlementaire la violence comme fascisme et comme méthode du travail appliquée chaque jour par l'organisation *Archives du Marxisme* contre le P. C. G.

Mais le plus étrange dans toute cette histoire est que la revue *Contre le Courant* n'ayant pas la capacité élémentaire de discerner dans une correspondance pareille les caractères évidemment antimarxistes et contre-révolutionnaires de l'auteur, essaye en même temps de se présenter comme organe de l'opposition communiste.

Pour la Direction Provisoire de l'Opposition du P. C. G.

Lettre aux membres du cercle communiste Marx et Lénine

Nous publions ci-dessous une lettre adressée par nos camarades de l'ancien groupe de la Lutte de Classes aux membres du Cercle communiste Marx et Lénine.

Aux camarades du Cercle
Marx et Lénine

Paris, le 9 Février 1930.

Chers camarades,

Nous voulons résumer ici les raisons pour lesquelles nous nous sommes séparés de vous. Pratiquement, nous avons cessé tout travail en commun trois mois avant la parution de *la Vérité*; votre attitude et le développement de notre travail ont été dès ce moment en divergeant profondément. Cependant, nous avons appartenu au *Cercle Marx et Lénine* en 1928 et jusqu'au mois de juin 1929. Nous devons donc préciser les raisons de notre désaccord.

1) Notre adhésion au *Cercle Marx et Lénine* a été la conséquence du mauvais régime intérieur de l'opposition au début de 1928. La ligne politique suivie par *Contre le Courant* ou *l'Unité Léniniste* ne pouvait nous satisfaire. Pour *l'Unité Léniniste* ce n'était qu'un crochet momentané vers la gauche et vers la révision des erreurs de l'I. C. depuis 1924. Pour *Contre le Courant*, c'était, sur la base générale de la plate-forme de l'opposition russe, un essai de réunion de tendances en réalité divergeantes, en l'absence d'une position politique définie. Nous avons participé aux réunions du *Cercle Marx et Lénine* en 1928, espérant, à tort, y trouver une base d'action et d'élaboration théorique nouvelle.

2) Durant le temps de notre présence au *Cercle*, nous avons constamment lutté contre l'esprit de critique pure et de passivité. Cependant, sous l'influence du camarade Souvarine, le *Cercle* a voulu rester pour une période indéfinie, un organisme de discussions éclectiques sans perspectives d'action.

3) Au milieu de 1929 des évolutions importantes se sont produites dans l'opposition communiste. Les tendances se sont précisées. Le camarade Souvarine, dont l'influence prédominait au *Cercle*, a exposé ses points de vue dans une longue lettre au camarade Trotsky. Nous sommes en désaccord fondamental avec le contenu de cette lettre. Nous n'avons jamais pu en obtenir la publication. C'est ce-

pendant une véritable brochure dont la connaissance est indispensable pour comprendre les perspectives du *Cercle* étant donné que la majorité d'entre vous en approuve le contenu. Nous avons à maintes reprises offert de la publier dans la *Lutte de Classes*. Cela a toujours été refusé.

Selon nous cette lettre marque une rupture nette avec l'activité de l'opposition communiste en général pour le présent, et une révision de la doctrine des quatre premiers Congrès de l'I. C., pour le passé. Nous avons cependant été obligés de quitter le *Cercle* avant même qu'une discussion générale sur cette lettre, qui circule seulement sous le manteau, ait été rendue possible.

4) Une droite véritable s'est levée au sein et en dehors du parti. Le P. O. P. en est rapidement devenu l'expression aiguë. La *Révolution Proletarienne* et le *Cri du Peuple*, qui sont représentés au *Cercle*, ont marqué leur volonté de n'avoir rien de commun, de près ou de loin, avec le communisme.

En dehors de ces courants le mouvement de gauche, c'est-à-dire la véritable tendance communiste, s'est réorganisée. Autour d'elle et par l'intermédiaire de la *Vérité* se sont réunis de nombreux camarades ayant appartenu dans le passé à différents groupes. Notre place était là, en prolongement des idées que nous n'avions cessé de défendre dans *La Lutte de Classes*.

5) Entre ces courants il n'y a pas de place intermédiaire, sauf pour ceux qui restent attachés à la politique du parti communiste officiel. Le *Cercle* sera donc obligé de choisir. Il ne pourra pas se maintenir dans sa position actuelle de petit groupe isolé de toute réalité, confiné dans la critique intellectuelle. Du reste le *Cercle* n'a même pas pu jusqu'à présent justifier sa prétention de critique et d'élaboration intellectuelle. Son monument théorique, qui est la lettre du camarade Souvarine à Trotsky, ainsi que quelques articles d'autres camarades, ne se décident pas à voir le jour, et encore ne sont-ce là que des travaux purement négatifs.

6) Nous pensons que ceux d'entre vous qui veulent persévérer dans l'action communiste doivent travailler avec la *Vérité*.

Hors cela nous ne voyons comme perspectives pour le *Cercle* que la disparition ou le glissement sur des positions changeantes aux alentours des partis « indépendants » qui entendent se placer entre la social-démocratie et le communisme, c'est-à-dire plus près de la première que du deuxième. Aujourd'hui même le *Cercle* se tient en équilibre instable entre la disparition et le glissement. Les circonstances nous montreront ce que vous avez préparé.

Fraternellement.

Ariat, Gérard, C., Lapierre, Naville, Sizoff.

Le Gérant : P. NAVILLE.



Imprim. de la Soc. Nouv. d'Éditions Franco-Slaves
Franco-Slaves, 32 r. de Ménilmontant, Paris (20^e)



LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAMBRE & MEUSE PARIS (10^e)

Téléphone : Combat 08-02. R. C. 235.494 L. Paris N° 43.08 Chèque Postal

Vient de paraître :

VICTOR-SERGE

L'an I de la Révolution Russe

Un volume in-16 jésus (14 × 19) de 448 pages.

Prix 20 fr.

Nous mettons en vente
un certain nombre de
collections des deux
premières années de

**La Lutte
de Classes**

16 numéros parus
394 pages sur 2 colonnes
au prix de 45 fr.

Vient de paraître :

**Bibliothèque
de l'Opposition Communiste**

■ ■

**La "troisième période" d'erreurs
de l'Internationale Communiste**

par L. TROTSKY

64 pages — Prix : 3 francs

Par 20 exemplaires : 2 francs.

Rappel :

L. TROTSKY : *La défense de l'U.R.S.S. et l'Opposition.*

Prix : 3 fr.

EN VENTE A

LA VÉRITÉ, 45, Bd de la Villette, Paris X^e.

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse,
Paris X^e.